

*Léon TROTSKY*

## **La nouvelle politique économique des Soviets et la révolution mondiale**

**14 novembre 1922**

---

*Publié en brochure «La nouvelle politique économique des Soviets et la révolution mondiale» (Librairie de l'Humanité, 1923)*

*republié (en anglais seulement) in «Les Cinq premières années de l'Internationale Communiste».*

*Première parution, en russe Izvestia le 16 novembre 1922 n°259*

---

### La marche à la guerre civile

La tâche fondamentale de tout parti révolutionnaire est la conquête du pouvoir. Dans la IIe Internationale, ce but n'était, pour parler la langue de la philosophie idéaliste, qu'une « idée régulatrice », c'est-à-dire une idée n'ayant qu'un très lointain rapport avec la pratique.

Ce n'est que durant les dernières années que nous avons commencé d'apprendre sur une échelle internationale à nous assigner la conquête du pouvoir politique comme un but révolutionnaire pratique. La révolution russe y a contribué. Le fait que, pour la Russie, nous pouvons citer une date déterminée - le 25 octobre (7 novembre) 1917 - où notre parti communiste, à la tête ouvrière, a arraché le pouvoir politique des mains de la bourgeoisie, montre plus clairement que tous les raisonnements du monde que, pour des révolutionnaires, la conquête du pouvoir n'est pas une « idée régulatrice » mais une tâche pratique.

Le 25 octobre 1917, notre parti a pris la direction de l'Etat. Cela ne signifiait pas - et il n'a pas fallu attendre longtemps pour le constater - que la guerre civile fût terminée. Au contraire, ce n'est qu'après le coup d'Etat d'Octobre qu'elle a commencé à se dérouler chez nous dans toute son ampleur. Ce fait n'a pas qu'un intérêt historique, il est une source de sérieux enseignements pour le prolétariat d'Europe Occidentale.

Pourquoi en a-t-il été ainsi ? Il faut en chercher la raison dans l'état culturel et politique arriéré du pays qui venait à peine de sortir de la barbarie du régime tsariste. Grâce aux Doumas municipales, aux Zemstvos, à la Douma d'Empire, etc., la grande bourgeoisie et la noblesse avaient une certaine expérience politique. La petite bourgeoisie, elle, en avait très peu et la grande masse de la population, la paysannerie, encore moins.

Aussi, est-ce précisément dans ce milieu le plus amorphe que la contre-révolution a pu trouver ses principales réserves : les gros bonnets campagnards et, jusqu'à un certain point, la paysannerie moyenne. Et ce n'est qu'après que la bourgeoisie eut bien compris ce qu'elle perdait avec la perte du pouvoir et qu'elle eut constitué un centre de combat contre-révolutionnaire qu'elle réussit à trouver

accès auprès des couches et éléments paysans et petits-bourgeois ; mais, par nécessité, elle dut céder les postes dirigeants aux éléments les plus réactionnaires recrutés parmi les officiers de la haute noblesse. Et ainsi la guerre civile ne se déroula véritablement qu'après la révolution d'Octobre. Et les innombrables victimes de cette guerre civile furent la rançon de la facilité avec laquelle nous avons conquis le pouvoir le 25 octobre 1917. Dans les pays plus civilisés et dont le développement capitaliste est plus avancé, la situation sera indubitablement bien différente. Là les masses populaires entreront dans la révolution beaucoup plus formées au point de vue politique. L'orientation des divers groupes et couches du prolétariat et, à plus forte raison, de la petite bourgeoisie, sera, il est vrai, encore sujette à des oscillations et des variations considérables ; mais ces variations auront pourtant quelque chose de plus systématique ; aujourd'hui découlera plus directement d'hier. En occident, la bourgeoisie se prépare à repousser l'attaque, elle connaît plus ou moins les éléments sur lesquels il lui faudra s'appuyer et elle organise à l'avance ses cadres contre-révolutionnaires. C'est ce que l'on voit en Allemagne, c'est ce que l'on observe, quoique moins nettement, en France et enfin, sous une forme achevée, en Italie, où, à une révolution arrêtée à mi-chemin a succédé une contre-révolution pleine et entière qui a utilisé non sans succès quelques procédés et méthodes de la révolution.

Qu'est-ce à dire ? Qu'il ne sera probablement pas possible de prendre à l'improviste la bourgeoisie européenne comme nous l'avons fait pour la bourgeoisie russe. La bourgeoisie européenne est plus intelligente, plus perspicace ; elle ne perd pas de temps. Tout ce qu'il est possible de mettre sur pied contre nous, elle le mobilise déjà. De la sorte, le prolétariat révolutionnaire se heurtera dans sa marche au pouvoir non seulement aux avant-gardes de la contre-révolution, mais aussi à ses réserves les plus importantes. Ce n'est qu'après avoir battu, désorganisé et démoralisé ces forces de l'ennemi qu'il s'emparera du pouvoir étatique. Par contre, après la révolution prolétarienne, la bourgeoisie vaincue n'aura plus de réserves où puiser le matériel pour la prolongation de la guerre civile. En d'autres termes, après la conquête du pouvoir, le prolétariat européen aura, selon toute probabilité, pour son œuvre de construction économique et culturelle, une liberté d'action beaucoup plus grande que celle que nous avons eue au lendemain du coup de force. Plus la lutte pour le pouvoir d'Etat aura été dure et pénible, moins ce pouvoir sera disputé au prolétariat après sa victoire.

Cette thèse générale doit être subdivisée et concrétisée par rapport aux différents pays selon leur structure sociale et le moment où ils entreront dans la révolution. Il est évident que plus grand sera le nombre de pays où le prolétariat aura terrassé la bourgeoisie, plus les douleurs de l'enfantement de la révolution seront allégées pour les autres pays, et moins la bourgeoisie vaincue sera tentée d'entreprendre la lutte pour le pouvoir - surtout si le prolétariat montre qu'il ne badine pas dans ces questions. Or, évidemment, il le montrera. Et, en l'occurrence, il pourra utiliser entièrement l'exemple et l'expérience du prolétariat russe. Nous avons commis des fautes dans différents domaines et, il va de soi, en politique également. Mais en somme, nous avons donné à la classe ouvrière européenne un assez bon exemple de décision, de fermeté et, quand il l'a fallu, d'implacabilité dans la lutte révolutionnaire. Or, cette implacabilité est la plus haute humanité révolutionnaire, parce que, assurant le succès, elle raccourcit par là même la voie pénible de la crise. La guerre civile n'a pas été seulement un événement militaire. Événement militaire, elle l'a été, n'en déplaise aux honorables pacifistes et parmi eux à ceux qui, par je ne sais quel malentendu, errent encore dans les rangs de notre Parti Communiste. Mais elle n'a pas été que cela, elle a été aussi un événement politique et même principalement politique. La lutte pour les réserves politiques, c'est-à-dire avant tout pour la paysannerie, s'est déroulée selon les méthodes de la guerre. Perpétuellement hésitante entre le bloc de la bourgeoisie et des grands propriétaires servis par la « démocratie » et le prolétariat révolutionnaire, la paysannerie, à la minute décisive, au moment où il lui fallait faire définitivement son choix, se rangeait invariablement du côté du prolétariat et soutenait ce dernier - non pas par des bulletins de vote démocratiques, mais par des vivres, des chevaux et des armes. C'est ce qui a décidé de la victoire en notre faveur.

Ainsi donc, la paysannerie a eu un rôle immense dans la révolution russe. Ce rôle sera aussi très grand dans les autres pays où, comme en France, par exemple, la paysannerie représente encore plus de la moitié de la population. Mais croire que la paysannerie peut jouer dans la révolution un rôle dirigeant indépendant égal à celui du prolétariat serait une erreur profonde. Si nous avons vaincu dans la guerre civile, c'est moins par la justesse de notre stratégie révolutionnaire que par la justesse de notre stratégie politique qui était alors invariablement à la base de nos opérations militaires. Nous n'avons jamais oublié un instant que la tâche fondamentale du prolétariat consistait à attirer à lui la classe paysanne. Mais nous ne faisons pas cela à la manière des socialistes-révolutionnaires. Ces derniers, on le sait, séduisaient les paysans par la perspective d'un rôle démocratique indépendant, puis les livraient pieds et poings liés aux grands propriétaires fonciers. Mais nous, nous étions persuadés que la paysannerie, masse hésitante, est incapable dans son ensemble de jouer un rôle indépendant et, à plus forte raison, un rôle révolutionnaire dirigeant. Par nos actions décisives, nous avons mis les masses paysannes dans la nécessité de choisir entre le prolétariat révolutionnaire et les officiers et les nobles qui s'étaient mis à la tête de la contre-révolution. Si nous n'avions abattu aussi résolument la cloison démocratique, la paysannerie aurait oscillé perpétuellement entre les différents camps et nuances de la « démocratie », et la révolution eût infailliblement péri.

En Russie et en Europe occidentale, il en sera certainement de même - les partis démocratiques, et en premier lieu la social-démocratie, ayant toujours été les rabatteurs de la contre-révolution. Notre expérience sous ce rapport ne peut laisser place à aucun doute. Comme vous le savez, camarades, l'Armée Rouge, il y a quelques jours, a occupé Vladivostok. Là se termine la longue chaîne des fronts de la guerre civile qui a rempli tout un lustre. Commentant la prise de Vladivostok par les troupes rouges, le chef incontesté du parti libéral, Milioukov, écrit dans son journal de Paris quelques lignes historico-philosophiques, que l'on pourrait qualifier de classiques. Dans son article du 7 novembre, il donne un bref tableau du rôle stupide, honteux, mais fatal, des partis démocratiques. « Cette triste histoire - ce fut toujours une triste histoire (rires) - commence par une déclaration de solidarité générale du front antibolchévik. Merkoulov (le chef de la contre-révolution en Extrême-Orient) a reconnu que les «non-socialistes» c'est-à-dire la droite réactionnaire) ont dû, dans une large mesure, leur victoire aux éléments démocratiques. Mais, dit Milioukov, Merkoulov n'a utilisé la démocratie que pour renverser le pouvoir des bolcheviks. Ensuite, le pouvoir a passé à des éléments qui considéraient les démocrates comme des bolchéviks déguisés ».

Ces lignes, que j'ai qualifiées de classiques, pourront paraître banales. En effet, elles ne font que répéter ce qu'avaient dit maintes fois les marxistes. Mais remarquez que celui qui dit cela est le libéral Milioukov - après six ans de révolution. Remarquez qu'il fait le bilan du rôle politique joué par la démocratie russe sur une vaste arène, du golfe de Finlande à l'océan Pacifique. Il en a été de même avec Koltchak, avec Dénikine, avec Youdénitch ; il en a été de même pendant l'intervention anglaise, française et américaine ; il en a été de même pendant que les bandes de Pétlioura dévastaient l'Ukraine. Sur toute la périphérie de la Russie, c'était constamment le même phénomène, d'une désespérante monotonie ; la social-démocratie (menchéviks et s.-r.) pousse la paysannerie dans les bras de la réaction, cette dernière s'empare du pouvoir, lève le masque, s'aliène les paysans ; après quoi les bolchéviks triomphent. Les menchéviks alors commencent à se repentir, mais pas pour longtemps. Bientôt la même histoire se répète sur un autre point du théâtre de la guerre civile : trahison, puis demi-repentir. Et quoique ce mécanisme, extrêmement simple, doive, semble-t-il, être complètement discrédité, il est à prévoir que la social-démocratie le répétera dans tous les pays, à chaque période où la lutte de prolétariat pour le pouvoir revêtira son maximum d'acuité. Le premier devoir du parti révolutionnaire de la classe ouvrière dans tous les pays est d'agir avec une implacable résolution quand la question vient sur le terrain de la guerre civile.

Après la conquête du pouvoir, la tâche de construction, et avant tout de construction économique, se pose comme la tâche centrale et en même temps comme la tâche la plus difficile. La solution de cette

tâche dépend des facteurs d'ordre et d'importance différents : tout d'abord du degré de développement des forces productrices et en particulier de la corrélation entre l'industrie et l'économie rurale ; en second lieu, du niveau de culture et d'organisation de la classe ouvrière qui a conquis le pouvoir d'Etat ; en troisième lieu, de la situation politique internationale et intérieure (défaite définitive ou résistance de la bourgeoisie ; interventions militaires étrangères ; attitude des techniciens de la classe intellectuelle envers le nouveau pouvoir, etc.).

A considérer leur importance relative, ces facteurs de la construction socialistes doivent être rangés dans l'ordre où je viens de les énumérer. Le plus important est le degré de développement des forces de production ; ensuite vient le niveau culturel du prolétariat, et enfin la situation politique ou militaire dans laquelle se trouve ce dernier aussitôt après la prise du pouvoir. Mais ce n'est là qu'une suite logique. Pratiquement, la classe ouvrière, immédiatement après la conquête du pouvoir, se heurte tout d'abord à des difficultés politiques. Chez nous, par exemple, c'étaient les fronts des gardes-blancs, les interventions militaires, etc. Ce n'est qu'en second lieu que l'avant-garde prolétarienne se heurte aux difficultés découlant directement de l'insuffisance de développement culturel des grandes masses ouvrières. Et ce n'est qu'un troisième lieu que l'œuvre de construction économique se heurte aux limites imposées par le niveau des forces de production.

Notre parti, une fois au pouvoir, a effectué son travail presque constamment sous la pression des exigences de la guerre civile, et il est impossible de comprendre l'histoire de la construction économique de la Russie soviétique pendant les cinq années de son existence si on la juge uniquement du point de vue de l'opportunité économique. Il faut la juger en tenant compte tout d'abord de la nécessité militaire, politique et, en second lieu seulement, de l'opportunité économique.

La saine raison économique ne coïncide pas toujours, loin de là, avec la nécessité politique. Ainsi, durant la guerre, il peut arriver que pour échapper à l'offensive de la garde blanche qui vous poursuit l'épée dans les reins, on fasse sauter un pont. Economiquement parlant, c'est là une destruction absurde ; politiquement, c'est une nécessité. Et ce serait une sottise doublée d'un crime que de ne pas faire sauter le pont à temps... Notre économie a été rebâtie en premier lieu sous la pression de la nécessité où nous nous trouvons de sauvegarder par la force le pouvoir de la classe ouvrière. A l'école élémentaire du marxisme, nous avons appris qu'on ne saurait, de la société capitaliste, sauter d'un bond à la société socialiste. Nul d'entre nous n'a jamais interprété de cette façon le fameux saut d'Engels, de l'empire de la nécessité dans le royaume de la liberté ; personne n'a cru que l'on pouvait transformer la société du jour au lendemain. En réalité, Engels avait en vue toute une époque de transformations révolutionnaires, ce qui, du point de vue de l'histoire universelle, constitue bien un « saut ». Mais du point de vue du travail pratique, il n'y a pas là un saut, mais tout un système de réformes, de transformations liées entre elles et, parfois, de mesures très détaillées. Il est évident que, du point de vue économique, l'expropriation de la bourgeoisie n'est justifiée que dans la mesure où l'Etat ouvrier est capable d'organiser sur de nouvelles bases les entreprises expropriées. La nationalisation en bloc que nous avons réalisée en 1917-1918 ne répondait nullement à cette condition. Les possibilités d'organisation de l'Etat ouvrier étaient loin de pouvoir suffire à l'organisation de toutes les entreprises nationalisées. Mais il faut considérer que nous avons effectué cette nationalisation sous la pression de la guerre civile. Et il n'est pas difficile de démontrer et de comprendre que si nous avions voulu agir plus prudemment au point de vue économique, c'est-à-dire procéder à l'expropriation de la bourgeoisie avec une gradation raisonnable, c'eût été de notre part une grande imprudence, une folie politique. Si nous avions agi ainsi, nous n'aurions pas maintenant la possibilité de fêter le cinquième anniversaire de la Révolution, à Moscou en compagnie des communistes du monde entier. Il faut se représenter nettement toutes les particularités de notre situation, telle qu'elle était après le 25 octobre 1917. Oui, si nous étions entrés sur l'arène du développement socialiste après la victoire de la Révolution en Europe, notre bourgeoisie aurait été complètement découragée et il n'eût pas été difficile de triompher entièrement d'elle. Après la prise du pouvoir par le prolétariat russe, elle n'eût pas osé broncher. Nous aurions pu

alors ne prendre tranquillement en mains que les grandes entreprises et laisser, en attendant, les moyennes et les petites subsister sur les bases du capitalisme privé ; plus tard, nous aurions nationalisé les entreprises moyennes en nous conformant rigoureusement aux possibilités et aux besoins d'organisation et de production. Cette façon de procéder eut incontestablement correspondu à la « raison » économique ; mais, par malheur, la logique des événements politiques n'a pu tenir compte des considérations économiques. D'ailleurs, il est à remarquer que la révolution est par elle-même l'expression du fait que la « raison économique » ne dirige pas le monde ; la révolution socialiste n'a encore pour tâche que d'instaurer le règne de la raison dans le domaine de l'économie et, par là même, dans tout les autres domaines de la vie sociale.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, le capitalisme était encore intact, comme il l'est maintenant sur toute la surface du globe ; mais notre bourgeoisie ne voulait à aucun prix croire que le coup d'Etat d'Octobre était quelque chose de sérieux et de durable : dans toute l'Europe, dans tout le monde, se disait-elle, c'est la bourgeoisie qui est au pouvoir, et chez nous, dans la Russie retardataire, c'est le prolétariat ! Dans sa haine furieuse contre nous, la bourgeoisie russe ne voulait pas nous prendre au sérieux. Les premiers décrets du pouvoir révolutionnaire furent accueillis par des sarcasmes : on n'en tenait pas compte, on ne les appliquait pas. Il n'était pas jusqu'aux vendeurs de journaux - qui, pourtant, n'ont jamais brillé par la bravoure - qui refusassent de prendre au sérieux les mesures révolutionnaires les plus importantes du gouvernement ouvrier. Il semblait à la bourgeoisie que tout cela n'était qu'une farce tragique, qu'un malentendu. Comment pouvait-on apprendre à la bourgeoisie et à ses laquais à respecter le nouveau pouvoir, sinon en lui enlevant sa propriété ? Il n'y avait pas d'autre moyen. Chaque fabrique, chaque banque, chaque bureau, chaque boutique, chaque cabinet de réception d'avocat était une forteresse dressée contre nous et donnait à la contre-révolution agissante une base matérielle et une liaison organique. A cette époque, les banques soutenaient presque ouvertement les saboteurs en payant leurs appointements aux fonctionnaires en grève. C'est pourquoi nous avons abordé la question, non pas du point de vue de la raison économique abstraite (comme Kautsky, Otto Bauer, Martov et autres impotents politiques), mais du point de vue des exigences de la guerre révolutionnaire. Il nous fallait terrasser l'ennemi, lui enlever ses sources de ravitaillement sans nous inquiéter si notre organisation économique pouvait emboîter le pas. Dans la sphère de la construction économique, nous avons été contraints en cette période de concentrer nos efforts sur les tâches les plus élémentaires : fournir à l'Etat ouvrier ne fût-ce que le minimum de ce qui était nécessaire pour assurer son existence, nourrir et équiper l'Armée Rouge qui défendait cet Etat sur tous les fronts de guerre, nourrir et habiller (mais cette tâche ne venait qu'en second lieu) la partie de la classe ouvrière restée dans les villes. C'est à cette organisation économique primitive qui a tant bien que mal accompli ces tâches qu'on a donné dans la suite le nom de « communisme de guerre ».

Pour définir la nature du communisme de guerre, trois questions sont principalement à envisager ; la façon de se procurer les vivres ; leur répartition ; la régularisation du travail de l'industrie étatique.

A l'avènement du pouvoir soviétique ce n'était pas la liberté du commerce des céréales qui existait, mais le monopole qui s'appuyait sur l'ancien appareil commercial. La guerre civile désorganisa cet appareil, et l'Etat ouvrier fut, par suite, obligé de créer à la hâte un appareil à lui pour retirer les céréales de chez les paysans et les concentrer entre ses mains.

Les vivres étaient répartis presque indépendamment de la productivité du travail. Il ne pouvait en être autrement. Pour établir une correspondance entre le travail et le salaire, il faut avoir un appareil de direction économique beaucoup plus parfait et de grandes ressources alimentaires. Or, pendant les premières années du régime soviétique, il s'agissait avant tout d'assurer à la population urbaine la possibilité de ne pas mourir de faim. On y arrivait au moyen du système de la ration égale. La réquisition de l'excédent de la production paysanne et la répartition des rations étaient, au fond, des mesures propres à une forteresse assiégée et non des mesures d'économie socialiste. Dans certaines

conditions, si la révolution en Occident s'était produite rapidement, le passage du régime de forteresse assiégée au régime socialiste eût été évidemment pour nous considérablement allégé et accéléré. Mais nous reviendrons à cela plus tard...

En quoi consistait donc l'essence du communisme de guerre par rapport à l'industrie ? Toute économie ne peut exister et se développer que s'il existe une certaine proportion entre ses diverses parties. Il y a des rapports quantitatifs et qualitatifs déterminés entre les différentes branches de l'industrie. Une certaine proportion est nécessaire entre les branches qui produisent des objets de consommation et celles qui créent des moyens de production. Il faut également une certaine proportion à l'intérieur de chacune de ces branches. En d'autres termes, les ressources matérielles et la main-d'œuvre d'une nation et de toute l'humanité doivent être réparties d'après une certaine proportion entre l'agriculture et l'industrie et les différentes branches de l'industrie, pour qu'il soit possible de soutenir l'existence de l'humanité et d'assurer son développement.

Comment y arrive-t-on ? En régime capitaliste, on y arrive par le marché, au moyen de la libre concurrence, du mécanisme de l'offre et de la demande, des variations de prix, de l'alternance des périodes d'activité et des périodes de dépression. Nous qualifions cette méthode d'anarchique et nous avons raison. Elle comporte un gaspillage effroyable de forces et de valeurs et, par des crises périodiques, provoque fatalement des guerres qui menacent d'engloutir toute la civilisation humaine. Mais cette méthode capitaliste anarchique, dans les limites de son action historique, établit pourtant une proportionnalité relative entre les différentes branches de l'économie, une corrélation nécessaire grâce à laquelle seulement la société bourgeoise peut vivre sans étouffer, sans disparaître complètement.

Notre économie d'avant-guerre avait sa proportionnalité interne, réglée par le jeu des forces capitalistes sur le marché. La guerre survint et amena des bouleversements profonds dans les rapports réciproques des différentes branches de l'économie. Comme des champignons vénéneux, les entreprises de l'industrie de guerre surgirent en foule au détriment de l'industrie normale. Puis ce furent la révolution, la guerre civile avec ses dévastations, le sabotage avec sa sape sournoise. Quel héritage reçûmes-nous ? Une économie qui n'avait plus que de faibles survivances de la proportionnalité de ses parties, une économie qui, formée par le capitalisme, avait été ensuite mutilée par la guerre impérialiste et enfin complètement détruite par la guerre civile : voilà quel fut notre héritage. Par quels moyens avons-nous pu déboucher dans la voie du développement économique ?

En régime socialiste, l'économie sera dirigée selon les méthodes centralistes et, par suite, la proportionnalité nécessaire des différentes branches sera obtenue au moyen d'un plan rigoureusement équilibré, plan qui comportera certes une grande autonomie des parties constitutives, mais qui sera appliqué sous un contrôle national et ensuite mondial. Une telle mainmise sur l'économie tout entière, un tel enregistrement socialiste parfait ne peut être réalisé a priori, spéculativement, par les méthodes bureaucratiques ; il ne peut surgir que de l'adaptation progressive du calcul économique courant, pratique, aux ressources et aux possibilités matérielles existantes, ainsi qu'aux nouveaux besoins de la société socialiste. Mais il faut longtemps pour y arriver. Par quoi aurions-nous pu et aurions-nous dû commencer en 1917-1918 ? L'appareil capitaliste : marché, banques, bourse, était détruit. La guerre civile battait son plein. Il ne pouvait être question d'entrer en accord économique avec la bourgeoisie ou même seulement avec une partie de la bourgeoisie, c'est-à-dire de conférer à cette dernière certains droits économiques. L'appareil bourgeois de gestion économique était détruit non seulement sur l'échelle nationale, mais dans chaque entreprise. Par suite, un problème vital se posait à nous : il nous fallait construire, ne fût-ce qu'un appareil provisoire, rudimentaire, pour retirer de l'industrie chaotique qui nous avait été léguée les produits les plus indispensables pour l'armée du front et de l'arrière et pour la classe ouvrière. Au fond, ce n'était pas là une tâche économique au sens large du mot, mais une tâche militaire industrielle. Avec le concours des syndicats, l'Etat s'empara matériellement des entreprises industrielles et créa un appareil centralisé, extrêmement lourd et encombrant, qui pourtant

permet d'assurer à l'armée l'équipement et les munitions nécessaires en quantité minimale il est vrai, mais cependant suffisante pour nous empêcher d'être vaincus et même pour nous donner la victoire dans la lutte.

La politique de réquisition de l'excédent de la production paysanne menait inévitablement à la réduction et à l'abaissement de la production agricole. La politique d'égalisation des salaires menait inévitablement à l'abaissement de la productivité du travail. La politique de direction bureaucratique centralisée de l'industrie excluait la possibilité d'une utilisation véritablement centralisée et complète de l'outillage technique et de la main-d'œuvre. Mais toute cette politique du communisme de guerre nous avait été imposée par notre situation de forteresse assiégée avec une économie désorganisée et des ressources épuisées.

L'on nous demandera si nous n'espérons pas passer du communisme de guerre au socialisme sans grand détour, bouleversement économique et retour en arrière, c'est-à-dire par une ligne ascendante plus ou moins droite. En effet, dans cette période nous espérions fermement que le mouvement révolutionnaire en Europe occidentale se développerait plus rapidement. C'est là un fait incontestable. Et si le prolétariat en Allemagne, en France, en Europe en général, s'était emparé du pouvoir en 1919, toute notre évolution économique aurait revêtu une forme entièrement différente. En 1883, Marx écrivait à Nicolas Danielson, un des théoriciens des narodniki (populistes) russes, que si le prolétariat s'emparait du pouvoir en Europe avant que l'obchtchina (communauté rurale) eût complètement disparu de la scène historique, cette communauté rurale, pourrait devenir en Russie le point de départ du développement communiste. Et il avait parfaitement raison. A plus forte raison pouvions-nous supposer alors que, si le prolétariat s'emparait du pouvoir en 1919, il prendrait à sa remorque notre pays arriéré au point de vue économique et culturel, nous aiderait avec sa technique et son organisation et nous permettrait ainsi d'arriver en corrigeant et en modifiant les méthodes de notre communisme de guerre, à l'économie véritablement socialiste. Oui, nous espérions qu'il en serait ainsi. Notre politique ne s'est jamais basée sur l'atténuation des possibilités et des perspectives révolutionnaires. Au contraire, en tant que force révolutionnaire vive, nous avons toujours cherché à élargir ces possibilités, à les épuiser complètement. Ce sont MM. Scheidemann et Ebert, qui, à la veille de la révolution, nient la révolution et se préparent à devenir ministres de l'empereur. La révolution les prend au dépourvu, ils pataugent lamentablement, puis à la première occasion se transforment en instruments de la contre-révolution. Quant aux gens de l'Internationale II 1/2, ils s'efforçaient particulièrement à ce moment de se distinguer de la IIe Internationale, et c'est pourquoi ils proclamèrent la venue d'une époque révolutionnaire et reconnurent la dictature du prolétariat. Mais, il va de soi, ce n'était là chez eux que des mots. Au premier reflux, tous ces éléments hybrides retournèrent sous l'aile de Scheidemann. Mais le fait même de la formation de l'Internationale II 1/2 attestait que la perspective révolutionnaire de l'Internationale Communiste, et en particulier de notre Parti, n'était nullement « utopique », au point de vue non seulement de la tendance générale, mais du rythme du développement.

Ce qui manqua au prolétariat révolutionnaire après la guerre, ce fut un parti révolutionnaire. La social-démocratie a sauvé le capitalisme, c'est-à-dire retardé de plusieurs années l'heure de sa perte, ou, plus exactement, prolongé son agonie, car l'existence actuelle du monde capitaliste n'est autre chose qu'une agonie qui traîne en longueur.

Toujours est-il que, de ce fait, la République soviétique s'est trouvée dans les conditions les plus défavorables pour son développement économique. La Russie ouvrière et paysanne se trouva dans le cercle du blocus économique. Ce qui nous venait d'Occident, ce n'était pas une aide technique ni un secours d'organisation, mais des interventions militaires successives. Et lorsqu'il apparut nettement que nous sortirions vainqueurs de la guerre, il devint clair que, dans le domaine économique, il nous faudrait encore très longtemps compter uniquement sur nos propres forces et ressources.

---

## La nouvelle politique économique

Par suite, il devint nécessaire de passer du communisme de guerre - c'est-à-dire des mesures exceptionnelles destinées à soutenir la vie économique de la forteresse assiégée - à un système de mesures susceptibles d'assurer le développement progressif des forces de production du pays, même sans le concours de l'Europe socialiste. La victoire militaire, qui eût été impossible sans le communisme de guerre, permit à son tour de passer des mesures nécessitées par la guerre aux mesures d'opportunité économique. Telle est l'origine de ce qu'on a appelé la « Nouvelle Politique Economique ». Cette politique est fréquemment qualifiée de retour en arrière, et c'est ainsi que nous-mêmes nous la nommons - non sans un certain fondement. Mais pour apprécier justement en quoi consiste ce recul, pour comprendre combien il ressemble peu à une « capitulation », il est nécessaire de se rendre compte de notre situation économique actuelle et des tendances de son développement.

En mars 1917, le tsarisme fut renversé. En octobre de la même année, la classe ouvrière s'empara du pouvoir. Presque toute la terre, nationalisée par l'Etat, fut transmise aux paysans. Les paysans qui cultivent cette terre sont obligés maintenant de payer à l'Etat un impôt en nature déterminé, lequel est un appoint essentiel à l'œuvre de construction socialiste. L'Etat ouvrier a en sa possession tout le réseau ferroviaire, toutes les entreprises industrielles et, à quelques exceptions d'importance secondaire, exploite ces entreprises à son propre compte. Tout le système de crédit est concentré entre les mains de l'Etat. Le commerce extérieur est tout entier monopolisé par l'Etat. Tous ceux qui sont capables d'apprécier froidement et sans parti pris ces résultats de l'existence quinquennale de l'Etat ouvrier devront dire : Oui, pour un pays arriéré, c'est là un très grand progrès dans la voie du socialisme.

Mais il est à remarquer pourtant que ce progrès n'a pas été obtenu par un développement rectiligne ininterrompu, mais par un mouvement en zigzags : tout d'abord, nous avons eu le régime du « communisme », puis nous avons ouvert les portes toutes grandes à l'échange par la voie du marché. Ce revirement politique a été considéré dans la presse bourgeoise comme une renonciation au communisme et une capitulation devant le capitalisme. Inutile de dire que les social-démocrates expliquent, approfondissent et commentent à qui mieux mieux cette interprétation. Néanmoins, il faut avouer que certains mêmes de nos amis se sont sentis envahis par le doute : N'y a-t-il pas là véritablement, se sont-ils dit, une capitulation ouverte devant le capitalisme ? N'y a-t-il pas là véritablement danger que, sur la base du marché libre que nous avons rétabli, le capitalisme se développe de plus en plus et étouffe les premières pousses du socialisme ? Pour donner une réponse juste à cette question, il faut tout d'abord dissiper un malentendu essentiel. Il est radicalement faux que le développement économique de la Russie soviétique aille du communisme au capitalisme. Nous n'avons jamais eu le communisme. Nous n'avons jamais eu le socialisme, et il ne pouvait en être autrement. Nous avons nationalisé l'économie désorganisée de la bourgeoisie et, dans la période la plus aiguë de la lutte à mort qu'il nous fallait soutenir, nous avons instauré le régime du « communisme » de consommation. Après avoir vaincu la bourgeoisie sur le terrain de la politique et de la guerre, nous avons obtenu la possibilité de nous occuper de notre économie et nous avons forcés de rétablir la liberté d'échange entre la ville et la campagne, entre les différentes branches de l'industrie et entre les différentes entreprises.

Sans le marché libre, le paysan ne trouve pas sa place dans l'économie, il n'a plus rien qui le stimule à améliorer et à intensifier sa production. Seul, le développement puissant d'une industrie étatique, capable d'assurer au paysan tout ce qui lui est nécessaire pour lui et son exploitation, préparera le terrain pour l'inclusion du paysan dans le système général de l'économie socialiste. Théoriquement, cette tâche sera résolue au moyen de l'électrification qui donnera une impulsion puissante à l'agriculture, mettra fin à l'isolement moyenâgeux du moujik et transformera radicalement la vie campagnarde. Mais pour arriver à ces résultats, il faut améliorer les conditions d'existence du petit propriétaire rural actuel. Or, pour cela, il n'y a qu'un moyen : le marché libre, qui éveille l'intérêt personnel du petit propriétaire.

Nous voyons déjà les premiers résultats de l'application de cette méthode. L'Etat ouvrier, cette année, reçoit de la campagne, sous forme d'impôts en nature, beaucoup plus de céréales qu'il n'en obtenait pendant le communisme de guerre au moyen de la réquisition de l'excédent de la production. En même temps l'agriculture progresse incontestablement. Le paysan est satisfait, et, sans relations normales entre le prolétariat et la paysannerie, le développement du socialisme serait impossible dans notre pays.

Mais la nouvelle politique économique ne découle pas seulement des rapports entre la ville et la campagne. Elle est une étape nécessaire dans le développement de l'industrie étatique. Entre le capitalisme - sous le régime duquel les moyens de production sont la propriété des particuliers et tous les rapports économiques sont réglés par le marché - et le socialisme achevé qui mène l'économie sociale suivant un plan systématique, il existe une série de degrés intermédiaires, et la « NEP » (nouvelle politique économique) est un de ces degrés.

Examinons cette question sur l'exemple des chemins de fer. Les chemins de fer sont la branche la mieux préparée pour l'économie socialiste, car le réseau ferroviaire avait déjà été en grande partie nationalisé chez nous sous le régime capitaliste, par sa technique même il était centralisé, et, jusqu'à un certain point, normalisé. Nous avons reçu la bonne moitié de nos chemins de fer de l'Etat lui-même, le reste nous en avons exproprié les sociétés privées. La gestion véritablement socialiste doit, certes considérer tout le réseau comme un tout unique, c'est-à-dire non pas du point de vue du propriétaire de telle ou telle ligne de chemin de fer, mais du point de vue des intérêts de tout le service du transport et de toute l'économie du pays. Elle doit répartir les locomotives ou les wagons entre les différentes lignes comme l'exigent les intérêts généraux de la vie économique du pays. Mais procéder à un tel mode d'exploitation, même dans le domaine centralisé des transports par voies ferrées n'est pas chose facile. Il faut encore traverser toute une série d'étapes économiques et techniques intermédiaires. Les locomotives sont de types différents, parce qu'elles ont été construites à des époques différentes par des compagnies différentes et dans différentes usines ; en outre, des locomotives différentes sont réparées en même temps dans les mêmes ateliers et, inversement, des locomotives semblables dans des ateliers différents. La société capitaliste, on le sait, gaspille une énorme quantité de main-d'œuvre par suite de la variété superflue, de la diversité anarchique des parties constitutives de son appareil de production. Ainsi donc, il faut classer les locomotives par types et les répartir conformément à cette division entre les voies ferrées et les ateliers. C'est là le premier pas sérieux dans la voie de la normalisation, c'est-à-dire de la réalisation de l'homogénéité technique des locomotives et de leurs parties constitutives. La normalisation, comme nous l'avons dit maintes fois, et avec raison, est le socialisme de la technique. Sans la normalisation, la technique n'atteindra jamais son summum de développement. Mais où pourrait-on trouver, pour commencer la normalisation, un terrain plus favorable que les chemins de fer ? Et, en fait, nous avons entrepris cette tâche, mais nous nous sommes immédiatement heurtés à de grands obstacles. Les lignes de chemins de fer, non seulement les lignes privées, mais aussi les lignes étatiques, effectuaient leurs opérations avec toutes les autres économiques au moyen du marché. Economiquement, c'était, étant donné le système économique alors en vigueur, inévitable et nécessaire, parce que l'entretien et le développement d'une ligne quelconque dépend de son rapport. Si cette ligne donne des bénéfices à son propriétaire, on ne peut le voir qu'au moyen du marché, tant que l'on n'a pas élaboré les méthodes de l'enregistrement socialiste général de toute l'économie : or, ces méthodes, comme nous l'avons dit, ne peuvent être que le résultat de l'expérience d'un travail prolongé effectué sur la base des moyens de production nationalisés.

Ainsi donc, les anciens moyens de vérification économique furent supprimés par la guerre civile avant que de nouveaux eussent pu être créés. Dans ces conditions, tout le réseau ferroviaire se trouvait formellement unifié, mais chaque partie de ce réseau était détachée de tout le reste du milieu économique et restait isolée. Considérant ce réseau comme un tout technique se suffisant à soi-même, unifiant les dépôts de matériel et de wagons, triant les locomotives et les assemblant par types, centralisant la séparation, c'est-à-dire poursuivant un but technique socialiste abstrait, nous risquons de

perdre définitivement tout contrôle sur l'utilité ou l'inutilité, l'avantage ou le désavantage de chaque ligne en particulier et de tout le réseau dans son ensemble. Quelles sont les lignes à développer ou à réduire, le matériel roulant et le personnel nécessaires pour telle ou telle ligne ; de quelle quotité du transport l'Etat peut-il disposer pour ses besoins personnels ; quelle quotité doit-il mettre à la disposition des autres organisations et des particuliers ? Ce sont là des questions qui, l'histoire actuelle le prouve, ne peuvent être résolues qu'au moyen de l'établissement d'un prix déterminé pour le transport, d'une comptabilité régulière et d'une évaluation commerciale juste. Ce n'est qu'en faisant le bilan exact des différentes parties du réseau ferroviaire, ainsi que celui des autres branches de l'économie que nous arriverons à élaborer les méthodes de la statistique socialiste et du nouveau plan économique. Par suite, il devient nécessaire, même après la mainmise de l'Etat sur tous les chemins de fer, d'attribuer à certaines lignes ou à certains groupes de chemins de fer une autonomie économique, c'est-à-dire de les laisser s'adapter à toutes les autres entreprises économiques dont ils dépendent ou qu'ils desservent. Des plans techniques abstraits et des buts formellement socialistes sont insuffisants pour aiguiller dans la voie du socialisme le service des chemins de fer organisé sur les bases capitalistes. Durant un certain temps assez long, l'Etat ouvrier, même dans la gestion du réseau ferroviaire, devra employer les méthodes capitalistes, c'est-à-dire les méthodes du marché.

Ce qui vient d'être dit s'applique encore, évidemment, beaucoup plus aux entreprises industrielles, qui, sous le capitalisme, étaient loin d'être centralisées et normalisées que les chemins de fer. Après la suppression du marché libre et du système de crédit, chaque usine ressemblait à un appareil téléphonique dont les fils auraient été coupés. Le communisme de guerre créa un succédané bureaucratique d'unification économique. Les usines de constructions mécaniques dans l'Oural, dans le bassin de Donetz, à Moscou, à Pétrograd, etc., se trouvèrent sous la direction d'un seul appareil central qui répartissait entre elles le combustible, les matières premières et l'outillage technique, ainsi que la main-d'œuvre qu'il soutenait au moyen du système de la ration égale. Il est de toute évidence qu'un tel mode bureaucratique de gestion nivelait entièrement les particularités de chaque entreprise et supprimait la possibilité même de contrôler sa productivité et ses avantages, même si les données statistiques de l'appareil central eussent été plus ou moins exactes, ce qui, en réalité, n'était pas.

Pour que chaque entreprise devienne une cellule constitutive d'un organisme socialiste unique fonctionnant régulièrement, il faut un grand travail transitoire de gestion économique dans les conditions du marché, travail qui durera une série d'années. Et, pendant cette époque de transition, chaque entreprise et chaque groupe d'entreprise doivent plus ou moins s'orienter eux-mêmes sur le marché et se contrôler par le marché. C'est là que réside le sens de la nouvelle politique économique, dont l'importance comme concession politique à la paysannerie a surgi au premier plan, mais dont l'importance n'est pas moindre en tant qu'étape inévitable dans le développement de l'industrie étatique pendant la période de transition de l'économie capitaliste à l'économie socialiste.

Ainsi donc, pour la régularisation de l'industrie, l'Etat ouvrier a recours aux méthodes du marché. Le marché a besoin d'un équivalent général. Comme vous le savez, cet équivalent est, chez nous, assez misérable. Le camarade Lénine a déjà parlé des efforts que nous avons faits pour obtenir une certaine stabilisation du rouble et a signalé que ces efforts n'étaient pas restés sans succès. Fait instructif au plus haut point : le rétablissement du marché amène la réapparition des fétiches capitalistes dans le domaine de la théorie économique, et cela chez un grand nombre même de communistes, lorsqu'ils agissent non comme communistes, mais comme commerçants sur le marché. Nos entreprises, comme vous le savez, souffrent du manque de ressources. Où prendre ces ressources ? Evidemment de la planche aux assignats. Il suffit, pense-t-on, d'accroître l'émission du papier-monnaie pour mettre en marche une série de fabriques et d'usines qui maintenant ne fonctionnent plus. En échange de vos misérables chiffons de papier que vous nous dispensez si parcimonieusement, disent quelques camarades, nous vous donnerions dans quelques mois de la toile, des chaussures, des boulons et autres objets utiles. La fausseté de ces raisonnements saute aux yeux. L'insuffisance de fonds de roulement atteste uniquement

que nous sommes pauvres et que, pour élargir notre production, il nous faut passer par le stade de l'accumulation socialiste primitive. Notre pauvreté en céréales, en charbon, en locomotives, en habitations, etc., etc., revêt maintenant la forme d'une insuffisance de capital de roulement parce que nous avons transféré notre gestion économique sur la base du marché. La grande industrie signale avec envie les succès de la petite industrie. En effet, maintenant que notre économie renaît à la vie, les ressources disponibles sont affectées en premier lieu aux besoins les plus urgents, c'est-à-dire aux entreprises fabriquant des produits de consommation courante ou des objets d'usage journalier pour les ouvriers et les paysans. Les entreprises qui fabriquent actuellement ces produits font de bonnes affaires. En outre, les entreprises étatiques se concurrencent actuellement les unes les autres ; elles concurrencent en partie également les entreprises privées, qui, comme nous le verrons, sont très peu nombreuses. Ce n'est que de cette façon que l'industrie nationalisée apprend à travailler comme il faut ; il n'est pas d'autre voie pour atteindre ce but, il est impossible d'y arriver par un plan économique, créé a priori, élaboré dans les bureaux d'une chancellerie, non plus que par une propagande communiste abstraite. Il faut que chaque usine étatique, ainsi que son directeur technique et son directeur commercial soient soumis, non seulement au contrôle d'en haut, - c'est-à-dire au contrôle des organes étatiques - mais au contrôle d'en bas - c'est-à-dire à celui du marché qui, pendant une période assez longue encore, restera le régulateur de l'économie étatique. A mesure que l'industrie légère étatique, se consolidant sur la marché, commence à donner des bénéfices à l'Etat, des fonds de roulement disponibles apparaissent qui peuvent être affectés aux besoins de la grande industrie. Ce n'est pas là, il va de soi, la seule source où l'Etat puisse puiser. Il y en a encore d'autres : l'impôt en nature des paysans, les impôts sur l'industrie et le commerce privés, les recettes douanières, etc.

Ainsi donc, les embarras financiers de notre industrie n'ont pas un caractère intrinsèque, mais sont la conséquence obligée de la restauration de l'économie. Si, en accroissant l'émission de papier-monnaie, notre Commissariat des Finances essayait d'aller au-devant des désirs de chaque entreprise industrielle, le marché rejeterait inévitablement le superflu de papier-monnaie avant que les usines pussent déverser sur le marché de nouveaux produits ; en d'autres termes, le rouble subirait une telle dépréciation que la capacité d'achat de cette émission doublée ou triplée serait inférieure à la capacité d'achat de l'argent disponible actuellement existant. Certes, l'Etat ne renonce pas à faire de nouvelles émissions, mais ces émissions doivent être effectuées de telle façon qu'elles correspondent au développement réel de la vie économique, que dans chaque cas particulier elles accroissent la force d'achat de l'Etat et par la même contribuent à l'accumulation socialiste primitive. L'Etat, de son côté, ne renonce pas entièrement à la réglementation de l'économie, c'est-à-dire qu'il se réserve le droit d'apporter des modifications conscientes et importantes à l'action du marché. Mais il ne part pas d'une statistique a priori, ni d'un plan hypothétique abstrait et très inexact, comme il le faisait sous le communisme de guerre, mais du travail effectif du marché qu'il peut contrôler par le cours du change et la situation du système centralisé du crédit étatique.

---

### Les forces et les ressources des deux camps

Où nous mène donc la nouvelle politique économique : au capitalisme ou au socialisme ? C'est là évidemment une question cardinale. Marché, liberté du commerce des céréales, concurrence, affermage, concessions : quelles sont les conséquences de tout cela ? Si l'on cède à Satan le bout du doigt ne faudra-t-il pas lui céder ensuite le bras, l'épaule et, enfin de compte, tout le corps ? Maintenant déjà nous voyons apparaître le capital privé dans le commerce, particulièrement comme intermédiaire entre la ville et la campagne. Chez nous le capital commercial privé traverse une seconde fois le stade d'accumulation capitaliste primitive, tandis que l'Etat ouvrier traverse la période d'accumulation socialiste primitive. Du moment que le capital commercial privé augmente, il tend inévitablement à pénétrer dans l'industrie. L'Etat concède à bail des usines et des fabriques à des entrepreneurs privés.

Ainsi donc, l'accumulation du capital privé s'effectue déjà non seulement dans le commerce, mais aussi dans l'industrie. N'arrivera-t-il pas que messieurs les exploités : spéculateurs, commerçants, fermiers, concessionnaires, deviendront de plus en plus forts sous l'égide de l'Etat ouvrier, qu'ils mettront la main sur une partie de plus en plus considérable de l'économie nationale, absorberont par l'intermédiaire du marché les éléments du socialisme, puis, à un moment donné, s'empareront également du pouvoir étatique ? En effet, aussi bien qu'Otto Bauer lui-même, nous savons que l'économie est la base et la politique, la superstructure. Tout cela ne signifie-t-il pas que la « NEP » est la préparation à la restauration du capitalisme ?

Si l'on répond abstraitement à une question aussi abstraite, l'on ne peut évidemment nier que l'on ne saurait exclure le danger d'une restauration capitaliste, pas plus que l'on ne saurait exclure le danger d'une défaite temporaire au cours d'une lutte quelconque. Lorsque nous guerroyions contre Koltchak et Dénékine que soutenait l'Entente, notre défaite était fort possible, et Kautsky l'attendait chaque jour. Mais tout en tenant compte de la possibilité théorique de la défaite, nous orientions pratiquement notre politique vers la victoire. La corrélation des forces en tout cas n'excluait pas la possibilité de notre victoire. A cette corrélation des forces nous avons indiqué une volonté ferme et une stratégie juste. Et nous avons vaincu. Maintenant également la lutte se déroule entre les mêmes ennemis : l'Etat ouvrier et le capitalisme, non sur le champ de bataille, il est vrai, mais sur l'arène économique. Si, pendant la guerre civile, l'Armée Rouge d'une part, et l'armée blanche de l'autre, luttaient pour soumettre à leur influence les paysans, maintenant la lutte entre le capital étatique et le capital privé a pour objet le marché paysan. Dans cette lutte, il faut, autant que possible, connaître complètement et exactement ses forces et ses ressources, ainsi que celles de l'adversaire. Quelle est donc la situation sous ce rapport ?

Notre ressource la plus importante dans la lutte économique qui se déroule sur le marché est le pouvoir politique. Il faut être atteint du crétinisme réformiste pour ne pas comprendre la valeur de cet instrument. La bourgeoisie, elle, la comprend parfaitement. Toute son histoire le prouve.

Un autre instrument du prolétariat est représenté par les forces de production les plus importantes du pays : tout le service de transport par chemins de fer, toute l'industrie minière, l'immense majorité des entreprises de l'industrie manufacturière se trouvent aux mains de la classe ouvrière qui les exploite elle-même.

L'Etat ouvrier est également propriétaire du sol et, pour la terre qu'il cultive, le paysan lui livre chaque année des centaines de millions de pouds de produits sous forme d'impôt en nature.

Enfin le pouvoir ouvrier possède la frontière : les marchandises, les capitaux étrangers ne peuvent entrer dans le pays que dans la mesure où l'Etat ouvrier le juge désirable et admissible.

Tels sont les instruments et les ressources de la construction socialiste.

Notre adversaire a, évidemment, même sous le pouvoir ouvrier, la possibilité à une accumulation de capital, et cela tout d'abord en profitant de la liberté du commerce des céréales. Le capital commercial peut pénétrer et pénétre déjà dans l'industrie ; il afferme des entreprises, en retire des revenus, grandit. Tout cela est incontestable. Mais quels sont les rapports quantitatifs des forces en lutte les unes contre les autres ? Quelle est la dynamique de ces forces ? Dans ce domaine, comme dans les autres, la quantité devient qualité. Si le capital privé avait entre ses mains les forces de production les plus importantes du pays, il ne saurait alors, évidemment, être question de construction socialiste, et les jours du pouvoir ouvrier seraient comptés. Quelle est l'importance de ce danger ? Quelle est sa proximité ? A cette question l'on ne peut répondre que par des faits et des chiffres. Nous citerons les plus importants et les plus indispensables.

Notre réseau ferroviaire, dont le développement est de 63.000 verstes et qui occupe 800.000 ouvriers et employés, est propriété pleine et entière de l'Etat. Or, personne en niera que le réseau ferroviaire représente un facteur important et, sous beaucoup de rapports, décisif, et ce facteur, nous n'avons

aucunement l'intention de la lâcher.

Prenons maintenant l'industrie. Actuellement, même sous la nouvelle politique, toutes les entreprises industrielles sans exception sont propriétés de l'Etat. Quelques-unes de ces entreprises, il est vrai, sont cédées à bail. Mais quel est le rapport entre les entreprises que l'Etat exploite à son propre compte et celles qu'il donne à ferme ? Les chiffres suivants le montrent : Au compte de l'Etat travaillent plus de 4.000 entreprises, occupant au total jusqu'à 1.000.000 d'ouvriers ; le nombre des entreprises affermées s'élève à un peu moins de 4.000, et ces entreprises emploient au total environ 80.000 ouvriers. Ainsi donc, chaque entreprise étatique occupe en moyenne 207 ouvriers, et chaque entreprise cédée à bail 17 ouvriers. La raison en est que les entreprises cédées à bail sont des entreprises de deuxième et principalement de troisième ordre, appartenant à l'industrie légère. Mais, parmi ces entreprises, un peu plus de la moitié seulement (51%) sont exploitées par des capitalistes privés ; les autres le sont par différents organes et coopératives étatiques qui reçoivent ces entreprises de l'Etat et les exploitent suivant les clauses d'un contrat déterminé. En d'autres termes, 2.000 petites entreprises environ, occupant de 40 à 50.000 ouvriers sont exploitées par le capital privé, tandis que l'Etat soviétique possède les entreprises les plus puissantes et les mieux outillées, qui s'élèvent au nombre de 4.000 et emploient 1.000.000 d'ouvriers. Il est ridicule et absurde de parler de triomphe du capitalisme lorsqu'on ignore ces faits et chiffres. Certes, les entreprises cédées à bail concurrencent les entreprises étatiques, et si l'on raisonne dans l'abstrait, on peut dire : Si les entreprises cédées à bail étaient très bien exploitées et les entreprises étatiques très mal, dans un nombre considérable d'années, le capital privé arriverait à absorber le capital étatique. Mais nous sommes encore loin de cette éventualité. Le contrôle de la vie économique est entre les mains du pouvoir politique et ce pouvoir lui-même est entre les mains de la classe ouvrière. Après avoir rétabli le marché, l'Etat ouvrier, il va de soi, a introduit une série de modifications juridiques nécessaires pour assurer la possibilité des opérations du marché. Dans la mesure où ces réformes législatives et administratives permettent l'accumulation capitaliste, elles sont une concession indirecte, mais très importante à la bourgeoisie. Mais notre nouvelle bourgeoisie ne peut utiliser ces concessions que dans la mesure de ses ressources économiques et politiques. Nous avons vu quelles sont ces ressources économiques : elles sont plus que modestes. Quant à ses ressources politiques, elles sont nulles. Et nous nous efforcerons de faire en sorte que, dans le domaine politique, il n'y ait aucune « accumulation ». Il ne faut pas oublier que l'appareil de crédit, ainsi que l'appareil fiscal se trouvent entre les mains de l'Etat ouvrier et représentent un instrument très important pour l'industrie étatique dans sa lutte contre l'industrie privée.

Le rôle du capital privé dans le commerce est, il est vrai, plus considérable. Il n'est pas encore possible de fournir des données précises à ce sujet, mais, d'après les calculs très approximatifs de nos coopérateurs, le capital privé représente 30% et le capital étatique-coopératif 70% du capital en circulation dans le commerce. Le principal rôle du capital privé c'est d'être l'intermédiaire entre l'économie rurale et l'industrie, et en partie entre les différentes branches de l'industrie. Mais les entreprises industrielles les plus importantes se trouvent entre les mains de l'Etat. C'est l'Etat également qui a la clé du commerce extérieur. L'Etat est le principal acheteur et vendeur sur le marché. Dans ces conditions, la coopération peut concurrencer avec un succès suffisant le capital privé, et elle le pourra de plus en plus. En outre, rappelons encore une fois que les ciseaux du fisc sont un instrument très important : ils ne manqueront pas de tondre le capital privé pour empêcher qu'il ne s'accroisse outre mesure.

Théoriquement, nous avons toujours affirmé que le prolétariat, après la conquête du pouvoir, serait obligé, pendant un temps très long encore, de tolérer aux côtés des entreprises étatiques, les entreprises privées, moins perfectionnées au point de vue technique, moins susceptibles d'être centralisées ; nous n'avons jamais douté que les rapports entre les entreprises étatiques et privées, et dans une mesure considérable, les rapports réciproques entre les différentes entreprises ou leurs groupes, seraient régularisés par la voie du marché, au moyen du numéraire. Mais, par là même, nous admettons que,

parallèlement au processus de réorganisation socialiste de l'économie, se déroulerait le processus d'accumulation du capital privé. Pourtant, nous n'avons jamais craint que l'accumulation privée dépasse et arrête la croissance de l'économie étatique. Comment se fait-il donc que l'on parle de la victoire inévitable du capitalisme ou de notre « capitulation » devant lui ? La raison en est bien simple : c'est parce que nous avons laissé les petites entreprises dans les mains des particuliers, alors qu'au début nous les avons nationalisées et avons même essayé d'en exploiter une partie au compte de l'Etat et qu'ensuite nous les avons cédées à bail. Mais quel que soit le jugement que l'on porte sur ce zigzag économique, - qu'on le considère comme une nécessité découlant fatalement de toute notre situation ou bien comme une faute tactique, - il est tout à fait clair que ce revirement, ou, si l'on veut, ce « recul », ne change rien au rapport des forces entre l'industrie étatique et l'industrie des concessions privées : d'un côté, le pouvoir étatique, le réseau ferroviaire et 1.000.000 d'ouvriers industriels ; de l'autre côté, environ 50.000 ouvriers exploités par le capital privé. Y a-t-il, après cela, une raison de considérer que, dans ces conditions, l'accumulation capitaliste a la victoire assurée sur l'accumulation socialiste ?

Les principaux atouts sont manifestement entre nos mains, à l'exception d'un seul, mais très important : le capital privé qui opère actuellement en Russie a derrière lui le capital mondial. Nous vivons encore dans l'encerclement capitaliste. C'est pourquoi on peut dire et on doit se demander si notre socialisme naissant qui opère encore avec les moyens capitalistes ne sera pas acheté par le capital mondial.

Pour cette opération il faut deux parties : l'acheteur et le vendeur. Mais le pouvoir est entre nos mains, entre les mains de la classe ouvrière. C'est de cette dernière que dépendent les concessions, leur objet et leurs dimensions. Le commerce extérieur est monopolisé. Le capital européen essaie de faire des brèches dans le monopole. Mais il n'y arrivera pas. Le monopole du commerce extérieur a pour nous une importance fondamentale. Il est pour nous un des moyens de défense contre le capitalisme qui, certes, achèterait volontiers, à certaines conditions, notre socialisme naissant après s'être convaincu de son impuissance à l'écraser par la force armée. Quelle est la situation maintenant en matière de concessions ? Le camarade Lénine l'a très bien définie ici même : Beaucoup de discussions, a-t-il dit, peu de concessions (rires). Quelle en est la raison ? Tout simplement que nous n'avons nullement capitulé et que nous ne capitulerons pas devant le capitalisme. Maintes fois, il est vrai, les partisans du rétablissement des relations avec la Russie soviétique ont dit et écrit que le capital mondial, qui traverse actuellement une crise très forte, a besoin de la Russie soviétique : l'Angleterre a besoin du marché russe, l'Allemagne du blé russe, etc. Cela, semble-t-il, est tout à fait juste, si l'on considère le monde au point de vue pacifiste, c'est-à-dire au point de vue du « bon sens », qui est toujours très pacifique (rires) et, par suite, est toujours le dindon de la farce. Le capital anglais, semble-t-il, devrait s'efforcer de pénétrer en Russie ; la bourgeoisie française, devrait nous fournir de la technique allemande, afin de créer par là à l'Allemagne de nouvelles sources de revenus pour le paiement de ses contributions de guerre. Mais il n'en est pas ainsi ? Pourquoi ? Parce que nous vivons à une époque de déséquilibre complet du capitalisme, à une époque de crises multiples, - économiques, politiques, militaires, - à une époque d'instabilité, d'insécurité et d'alarme perpétuelles. Par suite, la bourgeoisie ne peut mener une politique de grande envergure, basée sur une longue période de temps, car cette politique deviendrait immédiatement une équation avec un trop grand nombre d'inconnues. En fin de compte, nous avons conclu un traité commercial avec l'Angleterre. Mais il y a déjà un an et demi de cela, et maintenant encore nous n'achetons à l'Angleterre qu'en payant comptant en or ; quant aux concessions, elles ne sont pas encore sorties du domaine de la discussion.

Si la bourgeoisie européenne, et en premier lieu la bourgeoisie anglaise, considérait que la réalisation d'une large collaboration avec la Russie peut immédiatement amener des améliorations sérieuses dans la situation économique de l'Europe, Lloyd George et consorts se seraient certainement arrangés pour que la Conférence de Gênes donnât d'autres résultats. Mais ils comprennent parfaitement que la collaboration avec la Russie ne peut entraîner immédiatement des changements importants. Le marché russe ne supprimera pas en quelques semaines, ni même en quelques mois, le chômage qui sévit en

Angleterre. Ce n'est que peu à peu que la Russie peut devenir un facteur de plus en plus important dans la vie économique de l'Europe et du monde ; par ses dimensions, par ses ressources naturelles, par la quantité de sa population et particulièrement par son activité éveillée par la révolution, la Russie peut devenir une force économique très importante de l'Europe et du monde entier ; mais pour cela il faut attendre non pas des jours, mais des années. La Russie pourrait devenir un acheteur et un fournisseur puissant si elle obtenait en ce moment des crédits qui lui permettraient d'accélérer son développement économique. Dans cinq ans, dans dix ans au plus, elle serait pour l'Angleterre un marché de premier ordre. Mais, pour cela, il faut que le gouvernement anglais soit assuré que dans dix ans il existera encore et que le capital anglais sera dans dix ans assez fort pour maintenir sous son emprise le marché russe. En d'autres termes, une politique de collaboration économique véritable avec la Russie ne peut être qu'une politique à long terme, ayant une large base. Mais, précisément, la bourgeoisie d'après-guerre n'est plus capable de mener une politique de grande envergure. Elle ignore ce que lui apportera demain et, à plus forte raison, après-demain. Et c'est là un des indices qui attestent que sa mission historique est terminée.

Pourtant, Leslie Urquhart a bien tenté de passer avec nous un contrat pour une durée de 99 ans : n'est-ce pas là un fait en contradiction avec notre thèse ? En réalité, la contradiction n'est qu'apparente. Le calcul d'Urquhart est simple et, en l'espèce, infaillible. Si le capitalisme, en Angleterre et dans le monde entier, tient encore 99 ans, Urquhart conservera ses concessions en Russie comme dans les autres pays. Mais si la révolution prolétarienne éclate non pas dans 99 ans, non pas même dans 9 ans, mais beaucoup plus tôt ? Evidemment, dans ce cas, la Russie ne sera pas pour les possédants du monde entier la terre où ils conserveront leurs propriétés. Mais, comme dit le proverbe russe, lorsqu'on va être décapité on ne pleure pas sur la perte de ses cheveux.

Lorsque nous avons proposé pour la première fois des concessions à long terme, Kautsky en a inféré que nous ne croyions pas à la proximité de la révolution prolétarienne. Maintenant, il doit, pour être logique, conclure que nous remettons la date de l'avènement de la révolution au moins à 99 ans. Une telle déduction, parfaitement digne de cet honorable, mais quelque peu ramolli, théoricien, ne serait pourtant pas fondée. En effet, en apposant notre signature au bas d'un contrat de concession, nous ne nous portons garants par rapport à cette concession que pour notre législation et notre administration et non pas pour le travail de la révolution mondiale. Cette dernière franchira des obstacles bien autrement importants que nos traités de concessions - que naturellement elle annulera.

Les social-démocrates parlent de « capitulation » du pouvoir soviétique devant le capitalisme, mais, au lieu de baser cette affirmation sur des faits et des chiffres, ils la basent sur des lieux communs, sur le terme de « capitalisme d'Etat », fréquemment employé chez nous pour désigner notre économie étatique. Je ne juge ce terme ni exact ni heureux. Le camarade Lénine a déjà souligné, dans son rapport, la nécessité d'employer ce terme entre guillemets, c'est-à-dire de n'en user qu'avec la plus grande prudence ? C'est là un avertissement des plus nécessaires, car nous sommes loin d'avoir tous cette prudence. En Europe, ce terme a été compris, même parfois dans les milieux communistes, d'une façon tout à fait erronée. Nombreux sont ceux qui croient que notre industrie étatique est un véritable capitalisme d'Etat dans l'acception marxiste intégrale de ce mot. Certes, il n'en est pas ainsi. Si notre industrie est un « capitalisme d'Etat », c'est entre des guillemets si grands qu'ils cachent presque complètement le terme lui-même. Pourquoi ? La chose est claire : en employant ce terme il est impossible de ne pas tenir compte de la nature de classe de l'Etat.

Il n'est pas inutile de rappeler que ce terme est d'origine socialiste. Jaurès et, à sa suite, tous les réformistes français ont parlé de la « socialisation progressive de la République Démocratique ». A cela nous, marxistes, nous répondions que, tant que le pouvoir se trouve aux mains de la bourgeoisie, la socialisation n'est pas la socialisation, et qu'elle mène non pas au socialisme, mais seulement au capitalisme d'Etat.

En d'autres termes, la propriété individuelle des capitalistes privés sur les fabriques, les chemins de fer, etc., sera remplacée par la propriété collective de la firme bourgeoise qui a non « Etat » sur tout un groupe d'entreprises, de chemins de fer, etc. Tant que la bourgeoisie est au pouvoir, elle exploite en tant que personne collective le prolétariat, par l'intermédiaire d'Etat tout comme un bourgeois isolé exploite « ses » ouvriers au moyen de la propriété individuelle. Ainsi, le terme « capitalisme d'Etat » était arboré ou en tout cas employé comme terme de polémique par les marxistes révolutionnaires contre les réformistes, afin de bien faire comprendre que la véritable socialisation ne commencera qu'après la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Les réformistes, on le sait construisaient tout leur programme sur les réformes. Nous, marxistes, nous n'avons jamais nié les réformes socialistes. Mais nous disions que l'époque de réformes socialistes ne commencerait qu'après la conquête du pouvoir par le prolétariat. C'est en cela que nous divergions des réformistes. Maintenant, le pouvoir en Russie est entre les mains de la classe ouvrière. L'industrie la plus importante est aux mains de l'Etat ouvrier. Il n'y a pas, en Russie, d'exploitation de classe, donc il n'y a pas de capitalisme, quoiqu'il y en ait les formes. L'industrie de l'Etat ouvrier est, par les tendances de son développement une industrie socialiste, mais pour son développement elle use des méthodes créées par l'économie capitaliste, méthodes que nous sommes encore loin d'avoir fait disparaître.

Sous le capitalisme d'Etat véritable, c'est-à-dire sous le pouvoir de la bourgeoisie, la croissance du capitalisme d'Etat signifie l'enrichissement de l'Etat bourgeois, le renforcement de sa domination sur la classe ouvrière. Chez nous, au contraire, la croissance de l'industrie étatique soviétiste signifie la croissance du socialisme lui-même, le renforcement direct de la puissance du prolétariat.

Que de nouveaux phénomènes économiques se développent sous l'ancien tégument, nous l'avons observé maintes fois au cours de l'histoire, et cela dans les combinaisons les plus diverses. Lorsque l'industrie a commencé à se développer en Russie, sous le régime du servage, à partir de Pierre le Grand et plus tard, les usines et les fabriques créées sur le modèle des usines européennes d'alors étaient construites sur les bases du servage, c'est-à-dire qu'on leur affectait en qualité de main-d'œuvre des serfs paysans ; ces usines étaient appelées usines « de possessions ». Les capitalistes d'alors, les Strogonov, les Démidov etc., auxquels appartenaient ces entreprises développaient le capitalisme avec les moyens fournis par le régime du servage. De même le socialisme fera nécessairement ses premiers pas dans l'enveloppe capitaliste. Il est impossible de passer aux méthodes socialistes achevées en sautant par-dessus sa propre tête, surtout si, comme c'est le cas pour nous, Russes - j'espère qu'on ne se formalisera pas de mon expression -elle n'est pas très bien lavée ni peignée. Ce qu'il nous faut c'est apprendre, apprendre encore et apprendre sans cesse.

---

### Le criterium de la productivité du travail

Il est pourtant une question importante, essentielle même, pour la détermination de la vitalité politique d'un régime social. Cette question, à laquelle nous n'avons pas encore touché, est celle de la productivité, non pas de la productivité du travail individuel seulement, mais de la productivité de toute la machine économique. La progression historique de l'humanité, en effet, consiste dans la supplantation des régimes à productivité inférieure par des régimes assurant une productivité supérieure de l'effort humain. Si le capitalisme a remplacé l'ancienne société féodale, c'est uniquement parce que sous la domination du Capital le travail humain est plus productif. Et le socialisme triomphera entièrement et définitivement du capitalisme uniquement parce qu'il assurera une quantité beaucoup plus grande de produits à chaque unité de force vive humaine. Pouvons-nous dire, d'ores et déjà, que nos entreprises étatiques travaillent plus fructueusement qu'elles ne travaillaient en régime capitaliste ? Non, nous n'en avons pas encore le droit. Non seulement les Américains, les Anglais, les Français ou les Allemands travaillent dans leurs usines capitalistes mieux, plus fructueusement, - il en était déjà ainsi même avant la révolution - mais nous-mêmes nous travaillions avant la révolution mieux que

maintenant. Au premier abord ce fait peut paraître menaçant au point de vue de l'appréciation de la valeur du régime soviétique. Nos ennemis les bourgeois et à leur suite, bien entendu, les critiques social-démocrates exploitent de toutes façons contre nous le fait de la productivité inférieure de notre économie. A Gênes, répondant à Tchitchérine, le représentant de la France Colrat a déclaré avec son impudence de bourgeois que la délégation soviétique n'avait pas le droit de se prononcer sur les questions économiques, vu la situation économique dans laquelle se trouve actuellement la Russie. Cet argument semble à première vue convaincant ; en réalité, il atteste uniquement l'extraordinaire ignorance historique et économique de ceux qui en usent. Certes, il serait à souhaiter que, dès aujourd'hui, nous puissions, non pas par des arguments théoriques tirés de l'expérience, mais par des arguments matériels, mettre en lumière les avantages du socialisme, c'est-à-dire montrer que, grâce à une organisation plus centralisée et plus régularisée, nos usines et fabriques donnent un rendement supérieur à celui des entreprises correspondantes des pays capitalistes, ou tout au moins un rendement égal à celui qu'elles fournissaient avant la révolution ; mais il n'en est pas ainsi, il ne peut pas encore en être ainsi, on ne peut arriver aussi rapidement à un tel résultat. Ce que nous avons maintenant, ce n'est pas le socialisme opposé au capitalisme, mais le pénible processus du passage du capitalisme au socialisme, et encore seulement les premiers pas les plus douloureux de ce passage. Pour paraphraser les paroles bien connues de Marx, on peut dire que nous souffrons de ce que nous avons encore de puissantes survivances du capitalisme et seulement des commencements de socialisme.

Oui, la productivité du travail chez nous a diminué, le niveau du bien-être a baissé. Dans l'agriculture, la récolte de l'année dernière représente à peu près les trois quarts de la récolte moyenne d'avant-guerre. Dans l'industrie, la situation est encore plus triste : nous n'avons, cette année, qu'un quart environ de la production d'avant-guerre. Les transports effectuent environ le tiers de leur travail d'avant-guerre. Ces faits sont tristes. Mais en a-t-il été autrement pendant la période de transition du régime féodal au régime bourgeois ? La société capitaliste, la riche société capitaliste qui se vante de sa richesse et de sa culture est née aussi d'une révolution, et d'une révolution extrêmement destructrice. La tâche historique objective de la création de conditions propres à assurer une plus grande productivité du travail a été, en fin de compte, résolue par une révolution bourgeoise, ou plus exactement par une série de révolutions. Mais à quel prix ? Au prix de dévastation inouïes et d'un abaissement temporaire du bien-être et de la civilisation. Prenons, par exemple, la France. Evidemment, en qualité de ministre bourgeois, M. Colrat n'est pas obligé de connaître l'histoire de sa patrie bien-aimée. Mais nous, nous connaissons l'histoire de la France et de sa révolution. Que l'on prenne le réactionnaire Taine ou le socialiste Jaurès, on trouvera dans leurs ouvrages un nombre suffisant de faits éclatants caractérisant l'affreuse situation de la France après la révolution. Et si grandes étaient les ruines qu'après le 9 thermidor, c'est-à-dire dans la cinquième année de la Révolution, la misère, loin de diminuer, ne faisait qu'augmenter. Pendant la dixième année de la Révolution française, sous le consulat de Napoléon Bonaparte, Paris qui comptait alors un demi-million d'habitants, recevait journallement de 300 à 500 sacs de farine, alors qu'il lui en fallait au minimum 1.500 pour assurer son existence, et le premier consul comptait chaque jour anxieusement la quantité de sacs de farine amenés à Paris. C'était, ne l'oubliez pas, plus de neuf ans après le début de la Grande Révolution française. A cette époque, la population de la France, par suite de la famine, des épidémies et des guerres, avait diminué dans 37 départements. Inutile de dire que les Colrat et les Poincaré anglais d'alors n'avaient que mépris pour la France ruinée.

Que prouve tout cela ? Uniquement que la révolution est un moyen très cruel et très peu économique de résoudre la question. Mais l'histoire n'en a pas trouvé d'autre. La révolution ouvre les portes à un nouveau régime politique, mais elle ne le fait qu'au moyen d'une effroyable catastrophe. Il faut ajouter, en outre, que, chez nous, la Révolution avait été précédée par la guerre. Nous ne sommes pas dans la dixième année de la révolution - ne l'oubliez pas ! - mais au début de la sixième année et notre révolution est plus profonde que la Révolution française qui se borna à substituer une forme d

l'exploitation à une autre, tandis que nous, nous remplaçons une société fondée sur l'exploitation par une autre fondée sur la solidarité. Le bouleversement est très grand, les destructions sont considérables, il y a pas mal de vaisselle cassée et ce qui maintenant saute aux yeux tout d'abord, ce sont les frais de la révolution. Quant à ses conquêtes les plus importantes, elles ne se réalisent que progressivement, durant des années et des dizaines d'années.

Précisément, ces jours-ci il m'est tombé sous la main un discours ayant rapport à la question qui nous intéresse. C'est celui d'un intellectuel français, Berthelot, le fils du grand Berthelot. Voici la pensée que, en qualité de délégué de l'Académie des Sciences, il a exprimé (je cite d'après le temps) : « A toutes les époques de l'histoire, aussi bien dans le domaine de la science que dans celui de la politique et des phénomènes sociaux, aux conflits armés a toujours appartenu le grandiose et terrible privilège d'accélérer l'enfantement des temps nouveaux par le sang et par le fer. »

Naturellement, M. Berthelot sous-entend en première ligne les guerres et, au fond, il a raison, parce que les guerres, lorsqu'elles servaient la cause de la classe révolutionnaire, ont donné une immense impulsion au développement historique et lorsqu'elles servaient la cause des oppresseurs (ce qui arrivait beaucoup plus fréquemment), ont donné maintes fois une impulsion au mouvement des opprimés. Les paroles de Berthelot peuvent être appliquées encore avec plus de justesse aux révolutions. Les « conflits armés » entre les classes, conflits qui provoquent des destructions formidables marquent en même temps « l'enfantement de temps nouveaux ». Ainsi donc, les frais de la révolution ne sont pas des dépenses inutiles. Seulement il ne faut pas en exiger les intérêts avant le moment du terme. Et nous prions nos amis d'attendre encore cinq ans pour que, à la dixième année de la révolution, c'est-à-dire l'année où Napoléon comptait les sacs de farine nécessaires pour ravitailler Paris affamé, nous puissions démontrer la supériorité économique du socialisme sur le capitalisme, non pas seulement par des démonstrations théoriques, mais par des faits matériels. Et à ce moment-là, nous l'espérons, nous pourrions exhiber des faits convaincants.

Pourtant, dans la voie qui mène à ces succès futurs, notre régime, par suite de l'état actuel déplorable de notre industrie, ne court-il pas le risque de se transformer en régime capitaliste ? La paysannerie, comme nous l'avons dit, a, cette année, fait une récolte égale à peu près aux trois quarts de celle d'avant-guerre. Quant à l'industrie, sa production totale n'a été que le quart de celle d'avant-guerre. Par là même, l'équilibre entre la ville et la campagne est rompu, et cela au détriment de la ville. Dans ces conditions, l'industrie étatique ne pourra donner aux paysans un équivalent de produits pour leur blé et les excédents que les paysans déverseront sur le marché deviendront une base pour l'accumulation du capital privé. Ce raisonnement, il va de soi, est en principe juste. Quel que soit le but dans lequel nous les avons rétablies, les conditions du marché ont leur logique. Mais, en l'occurrence, il faut de nouveau consulter les chiffres et, sur la base d'une statistique exacte, établir les rapports quantitatifs justes. Si la paysannerie jetait sur le marché toute sa récolte qui représente trois fois l'équivalent de la production de l'industrie, cela pourrait avoir les conséquences les plus fâcheuses pour le développement socialiste. Mais, en réalité, la paysannerie produit surtout pour sa propre consommation. En outre, elle livre, cette année, à l'Etat, en vertu de l'impôt en nature, plus de 350 millions de pouds de produits alimentaires. Seul l'excédent qui restera au paysan après qu'il aura acquitté l'impôt et réservé ce qu'il lui faut pour sa consommation personnelle sera jeté sur le marché. Or cela ne fera, cette année, guère plus de 100 millions de pouds, dont une partie considérable sera achetée par la coopération ou les institutions étatiques. De la sorte, l'industrie étatique n'a pas à faire face à toute l'économie paysanne, mais seulement à la partie infime des produits ruraux qui sera déversée sur le marché. Ce n'est que cette partie (ou plus exactement une partie de cette partie) qui deviendra une source d'accumulation du capital privé. A l'avenir, cette partie sera indubitablement de plus en plus considérable. Mais, en même temps, la productivité de l'industrie étatique unifiée augmentera. Et il n'y a absolument aucune raison de supposer que la croissance de l'industrie étatique ne pourra aller de pair avec celle de l'agriculture. Nous allons voir que la savantissime et profonde critique de messieurs les théoriciens de la feue

Internationale II 1/2 est basée principalement sur l'ignorance ou l'incompréhension des rapports économiques les plus élémentaires de la Russie tels qu'ils se forment dans les conditions concrètes de l'espace et du temps.

---

### La critique social-démocrate

Au quatrième anniversaire de notre révolution, c'est-à-dire il y a un an, Otto Bauer a consacré à notre économie une brochure dans laquelle il dit, de notre nouvelle politique économique, dans un style correct et châtié, tout ce que disent ordinairement, l'écume aux lèvres, nos ennemis plus fougueux de la social-démocratie. Tout d'abord, la nouvelle politique économique est une « capitulation devant le capitalisme » ; mais c'est précisément ce qui en fait la valeur pour Otto Bauer, c'est précisément pour cela qu'elle est une politique réaliste (ces messieurs ont toujours compris et comprennent encore le réalisme dans l'agenouillement devant la bourgeoisie à la première occasion favorable). En fin de compte, déclare sentencieusement Otto Bauer, la révolution russe ne peut mener qu'à une république bourgeoise démocratique, ce que lui Bauer, avait déjà prédit en 1917. Mais, en 1919, nous nous en souvenons parfaitement, les « prédictions » de ces lamentables héros de l'Internationale II 1/2 avaient un caractère quelque peu différent. Ce qu'elles annonçaient alors, c'était l'écroulement du capitalisme et l'avènement de l'époque de révolution sociale. Mais personne ne sera assez sot pour croire que si dans tout le monde le capitalisme touche à sa fin, en Russie révolutionnaire où règne la classe ouvrière la période d'épanouissement capitaliste ne doit encore que commencer. Ainsi donc, en 1917, lorsque Otto Bauer conservait encore intacte sa foi austro-marxiste en l'inébranlabilité du capitalisme et de la monarchie des Habsbourg, il écrivait que la révolution russe peut mener uniquement à la création d'un Etat bourgeois. Mais l'opportuniste socialiste est toujours impressionniste en politique. Pris au dépourvu par la révolution et roulé dans ses vagues il s'écrie en 1919 : « Voilà l'effondrement du capitalisme, voilà le début de l'ère de révolution sociale ! ». Mais comme maintenant, grâce à Dieu, la vague de la révolution s'est de nouveau affaïssée, notre sage retourne à toute vitesse à sa prophétie de 1917 ; car, nous le savons, il a, par bonheur, à sa disposition, deux prophéties toutes prêtes, qu'il peut utiliser à son gré (rires). Plus loin, Bauer raisonne ainsi : « Ainsi donc, nous assistons (en Russie) à la restauration d'une économie capitaliste, dirigée par la nouvelle bourgeoisie appuyée sur les millions d'exploitations paysannes ; et c'est à cette bourgeoisie que devront, volens-nolens, s'adapter la législation et l'administration de l'Etat. ». Vous voyez, maintenant, ce qu'est notre Russie soviétique ? Il y a un an déjà, Otto Bauer déclarait que chez nous l'économie et l'Etat étaient sous le pouvoir de la nouvelle bourgeoisie. C'est cette location des entreprises les plus mal outillées et employant, comme je vous l'ai dit, environ 50.000 ouvriers - en face du million d'ouvriers des meilleures entreprises de l'Etat - que l'on appelle une « capitulation du pouvoir soviétique devant le capital industrie ! » !

Pour donner à ces assertions absurdes autant qu'impudentes un cadre historique approprié, Bauer déclare : « Après de longues hésitations, le gouvernement soviétique s'est enfin (!) décidé à reconnaître les dettes contractées par le gouvernement tsariste à l'étranger. » En un mot, capitulation sur capitulation.

Comme plusieurs de nos camarades, naturellement, n'ont pas toujours notre histoire exacte présente à la mémoire, je rappellerai que, le 4 février 1919, nous avons fait par radio, à tous les gouvernements capitalistes, les propositions suivantes :

- 1° Reconnaissance des dettes contractées par les précédents gouvernements de la Russie.
- 2° Engagement de nos matières premières comme garantie du paiement des emprunts et des intérêts.
- 3° Concessions à leur goût.
- 4° Cession de territoire sous forme d'occupation militaire de certains districts par les forces armées de l'

Entente ou de ses agents russes.

Tout cela, nous l'avons proposé par un radio du 4 février 1919 au monde capitaliste, en lui demandant en échange de nous laisser la paix. Or, en avril de la même année, nous avons renouvelé ces propositions sous une forme encore plus circonstanciée et plus précise au plénipotentiaire officieux de l'Amérique - comment s'appelait-il déjà ? (rires)...ah ! oui, Bullit... Eh bien, camarades, comparez ces propositions avec celles que nos représentants ont faites à Gênes et à la Haye et qui ont été rejetées, et vous verrez que nous marchons, non pas à des concessions plus grandes, mais au contraire à une défense plus ferme de nos conquêtes révolutionnaires. Maintenant, nous n'avons reconnu aucune dette ; nous ne donnons et ne nous disposons à donner en gage aucune matière première ; dans la question des concessions, nous sommes des plus réservés et, en tout cas, nous ne tolérerons aucune troupe d'occupation sur notre territoire. Il a coulé de l'eau sous le pont depuis 1919. Nous avons déjà entendu Otto Bauer dire que tout ce développement mène à la « démocratie » . « Il se confirme de nouveau - déclare d'un ton doctoral le disciple de Kautsky et le maître de Martov - que la transformation de la base économique doit être inmanquablement suivie d'une transformation de toute la superstructure politique. » Il est parfaitement juste qu'entre la base et la superstructure il existe la connexion indiquée par Bauer. Mais en premier lieu la base économique de la Russie soviétique ne se modifie pas tout à fait comme le représente Otto Bauer ou comme le voudrait Leslie Urquhart, dont la parole dans cette question a, il faut le reconnaître, plus de poids que celle de Bauer. En second lieu, en admettant que la base économique se modifie en effet dans la direction du capitalisme, ces modifications se font si lentement et sur une si petite échelle que nous risquons nullement de perdre le contrôle sur ce processus économique. Au point de vue purement politique, la question en ce moment se ramène à quelques concessions très peu importantes faites à la bourgeoisie par la classe ouvrière dirigeante. Mais de là à la « démocratie », c'est-à-dire à la transmission du pouvoir aux capitalistes, il y a encore loin. Pour arriver à ce but, il faudrait à la bourgeoisie un coup d'Etat contre-révolutionnaire victorieux. Or, pour ce coup d'Etat, il faudrait des forces. Sous ce rapport, nous avons utilisé les leçons que nous a données la bourgeoisie elle-même. Durant tout le dix-neuvième siècle, elle a fait constamment alterner les répressions avec les concessions en faveur de la petite bourgeoisie, de la paysannerie, des sommets de la classe ouvrière, tout en exploitant impitoyablement les masses laborieuses. Ces concessions avaient un caractère tantôt politique, tantôt économique, tantôt mixte, c'est-à-dire politique et économique à la fois. Mais c'était toujours des concessions de la part de la classe dirigeante qui conservait entre ses mains le pouvoir étatique. Quelques-unes de ses expériences dans ce domaine paraissent au début très risquées, par exemple l'instauration du suffrage universel. Marx a qualifié de victoire du nouveau principe la réduction légale de la journée de travail en Angleterre. De quel principe voulait-il parler ? Du principe de la classe ouvrière. Mais, comme nous le savons, de la victoire partielle de ce principe à la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière britannique, il y avait très loin. La bourgeoisie dirigeante mesurait prudemment ses concessions. La comptabilité étatique restait entre ses mains. Ses hommes d'Etat décidaient de ce que l'on pouvait accorder non seulement sans danger pour la conservation du pouvoir, mais encore avec chance infaillible de consolider la domination bourgeoise. Nous, marxistes, nous avons dit maintes fois que la bourgeoisie avait terminé sa mission historique. Pourtant, elle conserve encore jusqu'aujourd'hui le pouvoir entre ses mains. Cela veut dire que le rapport entre la base économique et la superstructure politique est loin d'être aussi direct qu'on le suppose. Nous voyons un régime de classe se maintenir, quoi qu'il soit déjà depuis des dizaines d'années en contradiction manifeste avec les exigences du développement économique. Quelle raison théorique y a-t-il donc d'affirmer que les concessions de l'Etat ouvrier à la bourgeoisie doivent automatiquement entraîner le remplacement de cet Etat par l'Etat du capital ? S'il est vrai que le capitalisme a terminé sa mission sur l'échelle internationale - ce dont on ne saurait douter - cela confirme le rôle historique de l'Etat ouvrier en tant que facteur de progrès. Les concessions que fait l'Etat ouvrier à la bourgeoisie ne sont que des compromis nécessités par les difficultés du développement. Mais le développement lui-même est historiquement prédéterminé et assuré.

Evidemment, si nos concessions se développaient sans limites, se multipliaient, s'accumulaient sans relâche : si nous céditions à bail de nouveaux groupes d'entreprises industrielles nationalisées ; si nous donnions en concessions les ressources les plus importantes de notre industrie minière ou nos chemins de fer ; si notre politique, durant une série d'années, glissait sur la planche savonnée des concessions, la transformation de la base économique amènerait infailliblement l'effondrement de la superstructure politique. Nous disons « effondrement » et non pas « transformation », parce que le capital ne pourrait arracher le pouvoir au prolétariat communiste qu'après la guerre civile la plus acharnée et la plus implacable. Mais poser la question ainsi, c'est reconnaître par là même la vitalité et la durabilité de la domination de la bourgeoisie mondiale et européenne. Là est toute la question. Les théoriciens social-démocrates qui, d'une part, dans leurs articles du dimanche, reconnaissent que le capitalisme, particulièrement en Europe, a fait son temps et freine le développement historique, et, d'autre part, expriment l'assurance que l'évolution de la Russie soviétique se terminera inévitablement par le triomphe de la démocratie bourgeoise, tombent dans une plate et pitoyable contradiction, bien digne des confusionnistes bornés et vaniteux qu'ils sont. La nouvelle politique économique est calculée pour des conditions déterminées d'espace et de temps : c'est la manoeuvre d'un Etat ouvrier encore encerclé par le capitalisme et comptant fermement sur la progression de la révolution en Europe. Décider la question du sort de la Russie soviétique en se basant sur les conceptions absolues de capitalisme et de socialisme auxquels correspondent des superstructures appropriées, c'est ne rien comprendre aux conditions de l'époque de transition, c'est faire de la scolastique et non du marxisme. Il est impossible d'exclure des calculs politiques un facteur aussi important que le temps. En effet, si l'on admet que le capitalisme subsistera en Europe encore un siècle ou un demi-siècle en Europe et que la Russie soviétique devra y adapter sa politique économique, alors la question se résout d'elle-même, car par là même on admet implicitement l'avortement de la révolution prolétarienne en Europe et l'avènement d'une nouvelle ère de floraison du capitalisme. Mais quelle raison y a-t-il de faire une telle supposition ? Si Otto Bauer a découvert dans la vie de l'Autriche actuelle des indices miraculeux d'une résurrection capitaliste, alors il n'y a plus qu'à se soumettre : le sort de la Russie soviétique est décidé. Mais jusqu'à présent nous ne voyons pas de miracle et nous ne croyons pas aux miracles. De notre point de vue, la continuation de la domination de la bourgeoisie européenne pendant une série de décades d'années signifierait, dans la situation actuelle mondiale, non pas un nouvel épanouissement du capitalisme, mais sa décomposition économique et la décadence de la civilisation européenne. Que ce processus puisse entraîner également la Russie soviétique à l'abîme, on ne saurait en principe le nier. La Russie, dans ces conditions, devrait-elle passer par le stade de la démocratie, ou bien croupirait-elle dans d'autres formes politiques ? C'est là une question secondaire. Mais, nous ne voyons aucune raison de nous ranger sous la bannière philosophique de Spengler. Nous escomptons fermement la progression de la révolution en Europe. La nouvelle politique économique n'est que l'adaptation au rythme de cette progression.

D'ailleurs, Otto Bauer lui-même semble bien sentir que les modifications actuelles de notre système de lutte n'impliquent pas forcément l'avènement du régime de la démocratie. C'est pourquoi, avec un soin touchant, il nous exhorte à aider au triomphe des tendances capitalistes de développement sur les tendances socialistes. « La restauration de l'économie capitaliste, dit-il, ne peut s'effectuer sous la dictature du parti communiste. Une nouvelle orientation économique exige une nouvelle orientation politique. » N'y a-t-il pas là de quoi vous attendrir ? Cet homme qui a tant contribué à l'épanouissement politique et économique de l'Autriche (rires) vient nous dire : « Pour l'amour de Dieu, comprenez donc que le capitalisme ne peut fleurir sous la dictature de votre parti. » Mais c'est précisément pour cela - que les « baueristes » ne s'en formalisent pas ! - que nous maintenons la dictature de notre Parti (rires et applaudissements).

Chez nous, c'est le Parti Communiste qui, en tant que directeur de l'Etat ouvrier, mesure les concessions à faire au capitalisme. En ce moment, notre presse discute la question de la concession à Leslie Urquhart. Faut-il, oui ou non, accorder cette concession ? Cette discussion a pour but de

déterminer les conditions matérielles du contrat et d'apprécier la concession au point de vue de la place qu'elle doit occuper dans le système général de l'économie soviétique. Cette concession n'est-elle pas trop étendue ? Le capital, par cette concession, ne pénétrera-t-il pas trop profondément, n'ira-t-il pas au cœur même de notre économie industrielle ? Telles sont les questions que l'on se pose . Qui les résout ? L'Etat ouvrier. Evidemment la nouvelle politique économique représente par elle-même une immense concession aux méthodes bourgeoises et à la bourgeoisie elle-même. Mais c'est nous qui fixons les dimensions de cette concession. Nous sommes les maîtres. Nous avons la clé de la porte. L'Etat est par lui-même, un facteur extrêmement important de la vie économique. Et nous ne nous disposons nullement à lâcher ce facteur.

---

### La situation mondiale et les perspectives révolutionnaires

Nous le répétons, les prophéties des social-démocrates au sujet des conséquences de notre nouvelle politique économique sont entièrement basées sur la reconnaissance de l'impossibilité de la révolution prolétarienne en Europe dans un avenir prochain. Nous ne pouvons empêcher ces messieurs d'être pessimistes à l'égard du prolétariat et optimistes à l'égard de la bourgeoisie ; ils ne font ainsi qu'accomplir leur mission historique d'épigones de la IIe Internationale. Quant à nous, nous n'avons aucune raison de douter de la justesse de notre point de vue sur la situation mondiale ; nous n'avons aucune raison de modifier ce point de vue que nous avons formulé dans les thèses approuvées par le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste. Durant les dix-huit mois qui se sont écoulés depuis lors, le capitalisme n'a pas avancé d'un pas vers le rétablissement de son équilibre définitivement détruit par la guerre et ses conséquences. Le ministre anglais des Affaires étrangères, lord Curzon, a assez bien caractérisé la situation mondiale dans un discours prononcé le 9 novembre, jour même de l'anniversaire de la naissance de la République allemande. Vous n'avez probablement pas encore connaissance de ce discours : aussi vous en lirai-je quelques phrases qui valent la peine d'être citées. « Toutes les puissances, dit Curzon, sont sorties de la guerre affaiblies et brisées. Nous (Anglais) sommes soumis à un lourd fardeau d'impôts sous lequel gémit notre industrie nationale. Dans toutes les branches du travail, nous avons une foule de chômeurs... Pour ce qui est de la France, elle est grevée d'une dette formidable et n'arrive pas à obtenir les réparations... L'Allemagne est dans un état d'instabilité politique complète et sa vie économique est paralysée par une crise inouïe du change... La Russie continue à rester à l'écart de la famille des peuples européens. Elle est toujours debout sous le drapeau du communisme - ainsi Curzon n'est pas tout à fait d'accord avec Otto Bauer (rires) - et poursuit la propagande communiste dans toutes les parties du monde - ce qui n'est pas vrai du tout ! - (rires). L'Italie - continu Curzon - subit toute une série de secousses internes et de crises gouvernementales - elle en subira encore ... (Rires). Le Proche-orient est plongé dans le chaos le plus complet. Une telle situation est épouvantable. » Nous-mêmes, communistes russes, nous ne pourrions mener mieux que Curzon la propagande sur l'échelle internationale. « Une telle situation est épouvantable », constate à l'occasion du cinquième anniversaire de la Russie des Soviets le représentant le plus autorisé du plus puissant Etat européen. Et il a raison : La situation est épouvantable. De cette situation épouvantable - ajouterons-nous - il est nécessaire de sortir. Or, la seule issue, c'est la révolution. Répondant à la question d'un reporter italien qui me demandait mon opinion sur la situation mondiale, il m'est arrivé de faire cette réponse - d'ailleurs assez banale - la bourgeoisie n'est plus capable d'exercer le pouvoir - ce qui, nous venons de le voir, est confirmé en somme par M. Curzon ; quant à la classe ouvrière, elle est encore incapable de s'emparer du pouvoir. C'est là précisément qu'est tout le malheur de notre époque. Telles étaient à peu près mes paroles. Or, il y a trois ou quatre jours, j'ai reçu d'un ami de Berlin un extrait d'un des derniers numéros de la Freiheit où, sous le titre de : « La victoire de Kautsky sur Trotsky » (rires), il est dit que la Rote Fahne n'a pas le courage de critiquer ma capitulation devant Kautsky, quoique, vous le savez, camarades, la Rote Fahne ait eu toujours le courage de me critiquer, même quand j'avais raison. D'ailleurs, cela se rapporte au IIIe Congrès et non au IVe (rires et

applaudissements). Ainsi donc, j'avais dit au journaliste italien en question : « Les capitalistes ne sont plus capables d'exercer le pouvoir et les ouvriers sont encore incapables de le prendre : tel est le caractère de notre époque. » Et voilà qu'au sujet de ces paroles, la fameuse Freiheit déclare : « Ce que Trotsky exprime ici comme étant son opinion à lui avait été jusqu'à présent l'opinion de Kautsky. » Ainsi donc, je me serais presque rendu coupable de plagiat. C'est là une bien cruelle punition pour une banale interview. Il faut vous dire que ce n'est pas une occupation très intéressante que de donner des interviews et que, si nous le faisons, ce n'est pas de notre propre gré, mais sur l'ordre exprès de notre ami Tchitchérine. Comme vous le voyez, même sous notre nouvelle politique économique, alors que nous avons renoncé au centralisme superflu, il reste encore chez nous de la centralisation : en tout cas, les bons d'interview sont centralisés au Commissariat d'Affaires Etrangères (rires). Or, quand il faut donner une interview, on débite naturellement les pires banalités qui vous viennent à l'esprit (rires). Et, je l'avoue, dans le cas qui nous occupe, je ne soupçonnais nullement au sujet du caractère hybride de notre époque, représentait une invention patentée. Maintenant, à en croire la Freiheit, l'auteur de cet aphorisme serait Kautsky. S'il en était ainsi, je serais bien trop puni pour mon interview. Car tout ce que dit ou écrit maintenant Kautsky a manifestement pour but unique de démontrer que le marxisme et le marasme sont deux choses différentes. Oui, j'ai constaté et je constate encore maintenant le fait indiscutable que le prolétariat européen, dans sa situation actuelle, est incapable en ce moment de s'emparer du pouvoir. Mais pourquoi ? Parce que précisément les grandes masses ouvrières ne se sont pas encore affranchies de l'influence délétère des idées, préjugés et traditions dont le Kautsky est l'expression (rires). C'est de là, et seulement de là, que vient la scission politique au sein du prolétariat et l'incapacité de ce dernier à se saisir du pouvoir. C'est cette simple pensée que j'ai exprimée au reporter italien. Je n'ai pas nommé, il est vrai, Kautsky, mais uniquement parce que cela n'est pas nécessaire aux gens intelligents pour comprendre contre qui et contre quoi est dirigé ma pensée. Telle est donc ma « capitulation » devant Kautsky.

L'Internationale Communiste n'a et ne peut avoir de raisons de capituler, théoriquement ou pratiquement, devant qui que ce soit. Les thèses du III<sup>e</sup> Congrès sur la situation mondiale ont, avec une incontestable justesse, caractérisé dans ses traits fondamentaux notre époque comme l'époque de la crise historique du capitalisme. Au III<sup>e</sup> Congrès, nous avons insisté sur la nécessité de distinguer entre la grande crise, que l'on peut appeler la crise historique du capitalisme, et les petites crises, les crises passagères, qui représentent un chaînon nécessaire de chaque cycle commercial-industriel. A ce sujet, vous vous en souvenez, de grandes discussions ont surgi à la séance plénière du Congrès, et surtout à la Commission. Nous avons soutenu contre une série de camarades le point de vue que, dans le développement historique du capitalisme, il faut rigoureusement distinguer deux genres de courbes : la courbe fondamentale, qui marque le développement des forces de production capitalistes, la croissance du rendement du travail, l'accumulation des richesses, etc. ; et la courbe cyclique caractérisant les vagues périodiques de prospérité et de crises qui reviennent en moyenne tous les neuf ans. Dans la littérature marxiste - et même, autant que je sache, dans la littérature économique en général, - le rapport entre ces deux courbes n'a pas encore été mis en lumière. Et, pourtant, la question a une importance immense, au point de vue théorique aussi bien qu'au point de vue politique. Dans les dernières années du dix-neuvième siècle, la courbe fondamentale du développement capitaliste commence soudain une ascension vertigineuse. Le capitalisme européen atteint rapidement son point culminant. En 1910, éclata une crise qui n'était pas une simple oscillation cyclique périodique, mais le début d'une époque de marasme économique prolongé. La guerre impérialiste fut une tentative de sortir de l'impasse. Cette tentative a échoué et la crise historique profonde du capitalisme n'a fait que s'accroître. Néanmoins, dans le cadre de cette crise historique, des vagues cycliques, c'est-à-dire des dépressions et des ascensions partielles sont inévitables, avec cette différence profonde toutefois, en comparaison avec la période d'avant-guerre, que les crises cycliques actuelles se distinguent par un caractère nettement accusé, tandis que les moments de prospérité ont un caractère beaucoup plus superficiel et moins tranché. L'année 1920 a été marquée par le début d'une crise cyclique aiguë qui s

'est développée sur le fond de la décadence générale du capitalisme. Quelques camarades, de ceux qu'on appelle les « gauches », considéraient que cette crise s'accroîtrait, s'exagérerait de plus en plus et amènerait en fin de compte la révolution prolétarienne. Nous, au contraire, nous avons prévu l'inévitabilité dans un avenir plus ou moins rapproché, d'un revirement de la conjoncture économique dans le sens d'une certaine amélioration. Bien plus, nous avons exprimé la certitude que ce revirement de la conjoncture, non seulement n'affaiblirait pas le mouvement révolutionnaire, mais lui conférerait de nouvelles forces. La crise terrible de 1920, survenue après une série de défaites révolutionnaires du prolétariat trahi et scindé par des social-démocrates, a profondément déprimé les masses ouvrières en suscitant parmi elles un état d'esprit d'expectative passive et même de découragement. Dans ces conditions, l'amélioration de la conjoncture devait inévitablement provoquer un relèvement du moral des masses ouvrières et une recrudescence de la lutte de classe. Quelques camarades pensaient alors sérieusement que notre pronostic exprimait un penchant à l'opportunisme et une tendance à ajourner la révolution à une date indéterminée. Les échos de ces points de vue naïfs ont été fixés dans les procès-verbaux du Congrès d'Iéna de notre Parti allemand.

Représentez-vous maintenant, camarades, dans quelle situation nous serions aujourd'hui si nous avions adopté, si nous avions fait nôtre, il y a un an et demi, cette théorie purement mécanique des « gauches » sur la croissance ininterrompue de la crise commerciale industrielle ! Nul homme de bon sens ne nierait maintenant qu'un revirement économique est survenu. Aux Etats-Unis, c'est-à-dire dans le pays capitaliste le plus puissant, nous assistons à un relèvement industriel manifeste. Au Japon, en Angleterre, en France, l'amélioration de la situation économique est incomparablement plus faible ; mais là aussi le revirement est un fait. Combien durera cette période de prospérité et quelles dimensions atteindra-t-elle ? C'est là une autre question. Il ne faut pas oublier un instant que l'amélioration de la conjoncture économique se déroule sur la base de la décadence du capitalisme mondial et particulièrement du capitalisme européen. La cause profonde de cette décadence n'est modifiée en rien par les changements temporaires des conditions du marché. Mais, d'autre part, la désagrégation du capitalisme n'exclut pas la possibilité de changements temporaires. Nous serions obligés aujourd'hui de soumettre à une révision théorique notre point de vue fondamental sur le caractère révolutionnaire de l'époque actuelle si, il y a un an et demi, nous avions cédé aux « gauches » qui mettaient dans un même tas la crise historique du système économique capitaliste et les oscillations cycliques, périodiques du marché, et exigeaient de nous la reconnaissance du point de vue purement métaphysique d'après lequel une crise est, toujours et partout, un facteur révolutionnaire. Maintenant, nous n'avons aucune raison de réviser nos décisions. Si nous avons considéré notre époque comme une époque révolutionnaire, ce n'est pas parce qu'en 1920 une crise passagère aiguë avait succédé au relèvement économique de 1919, mais parce que notre appréciation générale du capitalisme mondial et de la lutte de ses forces essentielles nous commandait ce point de vue. Afin que cette leçon ne soit perdue pour personne, il nous faut confirmer l'entière justesse des thèses du IIIe Congrès qui sont encore entièrement valables pour le moment présent.

L'idée fondamentale des décisions du IIIe Congrès est la suivante. Après la guerre, un état d'esprit révolutionnaire avait envahi les masses qui se montraient disposées à la lutte ouverte. Mais il n'y avait pas de parti révolutionnaire capable de les mener à la victoire. D'où défaite des masses révolutionnaires en différents pays, dépression, passivité. Maintenant il existe des partis révolutionnaires dans tous les pays, mais ces partis ne s'appuient directement que sur une partie de la classe ouvrière ou plus exactement sur sa minorité. Les partis communistes doivent gagner la confiance de l'immense majorité de la classe ouvrière. Après s'être convaincue par l'expérience de la justesse, de la fermeté de la direction communiste, la classe ouvrière sentira disparaître sa déception, sa passivité, son expectative ; et alors arrivera le moment de l'assaut suprême. Quand cette heure sonnera-t-elle ? Nous ne pouvons le prédire. Mais le IIIe Congrès a assigné comme tâche actuelle la lutte pour l'influence sur la majorité de la classe ouvrière. Il s'est écoulé depuis lors une année et demie. Nous avons fait incontestablement de

grands progrès. Mais notre tâche reste encore la même : gagner la confiance de l'immense majorité des travailleurs. On peut et on doit y arriver au cours de la lutte pour les revendications transitoires sous le mot d'ordre général du front prolétarien unique.

Actuellement, le mouvement ouvrier mondial se développe sous le signe de l'offensive du Capital. En même temps, même dans les pays, comme la France, où le mouvement ouvrier, il y a un an et demi, traversait une période de calme attristant, nous voyons maintenant la classe ouvrière de plus en plus prête à la défense. Malgré l'insuffisance extrême de la direction, les grèves en France deviennent de plus en plus fréquentes et prennent un caractère de tension extrême, attestant la capacité combative croissante des masses ouvrières. De là vient que la lutte de classes s'élargit et s'accroît progressivement. Au fur et à mesure que se développe l'offensive du capital, le pouvoir politique se concentre entre les mains des éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie. Mais, en même temps, nous voyons l'opinion publique bourgeoise tenir compte de l'exaspération de la lutte de classes et, du consentement tacite des coteries dirigeantes, se préparer une nouvelle orientation à gauche, vers la tromperie du réformisme et du pacifisme. En France, le pouvoir est détenu par un bloc nationaliste archi-réactionnaire, dirigé par Poincaré ; n'empêche que la victoire du bloc des gauches, auquel ne manquerons pas évidemment de s'accoler messieurs les socialistes, est en train de se préparer. En Angleterre ont lieu actuellement les élections générales, qui, par suite de l'effondrement de la coalition présidée par Lloyd George, sont arrivées plus tôt qu'on ne l'attendait. Maintenant, nous ne savons pas encore quels seront les vainqueurs. Peut-être l'ancien groupement des impérialistes-extrémistes reprendra-t-il le pouvoir (1) Note Comme on le sait, ce sont les conservateurs qui ont triomphé.

Mais, même s'il triomphe, ce sera probablement pas pour longtemps. En Angleterre, comme en France, une nouvelle orientation parlementaire de la bourgeoisie est manifestement en voie de préparation. Les méthodes ouvertement impérialistes, agressives, les méthodes de la paix de Versailles, des Foch, des Poincaré et des Curzon, ne sont manifestement plus valables. L'Allemagne ne peut donner à la France ce qu'elle n'a pas. A son tour, la France ne peut payer ses dettes. L'antagonisme de l'Angleterre et de la France augmente continuellement. L'Amérique ne veut pas renoncer à se faire payer. Et parmi les couches moyennes, et particulièrement parmi les couches petites-bourgeoises, les tendances réformiste-pacifistes prennent de plus en plus le dessus. Il faudrait, se dit-on, s'entendre avec l'Allemagne, avec la Russie, élargir la Société des Nations, alléger le fardeau du militarisme, obtenir un emprunt de l'Amérique, etc. Les illusions de la défense nationale, les idées et les mots d'ordre d'unationalisme, du chauvinisme, les espoirs dans les résultats fructueux de la victoire, en un mot les illusions qui, dans les pays de l'Entente, avaient envahi une partie considérable de la classe ouvrière elle-même, font place au sang-froid, à une saine vue des choses, au désenchantement : tel est le terrain sur lequel croîtront, en France, le bloc des Gauches et, en Angleterre, le Labour Party et les libéraux indépendants. Evidemment, l'on ne saurait attendre aucun changement sérieux en politique de l'orientation réformiste pacifiste de la bourgeoisie. Les conditions objectives du monde capitaliste sont, maintenant moins que jamais, propres au développement du réformisme et du pacifisme. Mais il est très probable qu'il faudra encore que ces illusions s'effondrent devant la réalité avant que la victoire de la révolution devienne possible. Nous n'avons parlé jusqu'à présent que de l'Entente ; mais il est de toute évidence que si, en France, le pouvoir était détenu par les radicaux et les socialistes, et en Angleterre par les opportunistes ouvriers et les libéraux indépendants, cela provoquerait en Allemagne un nouvel afflux d'espoirs dans les méthodes de conciliation et de pacifisme : on peut, se dirait-on, s'entendre maintenant avec les gouvernements démocratiques d'Angleterre et de France ; on peut obtenir des délais et même des réductions de paiement ; on peut même, avec le concours de ces gouvernements, obtenir un emprunt en Amérique, etc. Or, qui peut mieux que les social-démocrates allemands entrer en accord avec les radicaux français, les socialistes et les travaillistes anglais ? Certes, les événements peuvent prendre une tournure plus aiguë. Il n'est pas impossible que le problème des réparations, l'impérialisme français, le fascisme italien, ne provoquent un dénouement révolutionnaire avant que la

bourgeoisie ait eu le temps de faire donner son aile gauche. Mais il y a bien des raisons de croire que la bourgeoisie sera obligée de recourir à l'orientation réformiste et pacifiste avant que le prolétariat se sente prêt pour l'offensive décisive. Ce sera alors l'époque du « kérenskisme » européen. Certes, il serait mieux de n'avoir pas à traverser cette période : le « kérenskisme », même sur l'échelle mondiale, n'a rien de bien appétissant. Mais le choix des voies historiques ne dépend de nous qu'en partie. Dans certaines conditions, nous accepterons le régime Kérensky en Europe comme nous l'avons accepté naguère en Russie. Notre tâche consistera à transformer cette époque de duperie réformiste et pacifiste en la période préliminaire à la conquête du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire. Chez nous, le régime Kérensky n'a tenu que neuf mois environ. Combien de temps durera-t-il chez vous, si tant est qu'il doive survenir ? A cette question, il est évidemment impossible de répondre maintenant. Cela dépendra de la rapidité avec laquelle s'évanouiront les illusions réformistes et pacifistes, c'est-à-dire, dans une large mesure, de l'habileté avec laquelle manoeuvreront vos Kérensky qui, différents en cela des nôtres, savent au moins la table de multiplication. Mais cela dépend également de l'énergie, de la décision, de la souplesse avec lesquelles manoeuvrera notre propre Parti.

Il est de toute évidence que l'époque des gouvernements réformistes pacifistes deviendrait une époque de poussée croissante des masses ouvrières. Notre tâche consisterait à diriger cette poussée. Mais, pour cela, il faut que notre Parti entre dans cette époque de duperie pacifiste complètement épuré des illusions pacifistes et réformistes. Malheur au Parti Communiste qui serait lui-même plus ou moins touché par la vague réformiste ! L'effondrement inévitable des illusions pacifistes entraînerait en même temps l'effondrement d'un tel parti. La classe ouvrière devrait, comme ç'a été le cas en 1919, chercher autour d'elle un parti qui ne l'eût pas encore trompée. Voilà pourquoi la révision de nos effectifs et leur épuration des éléments allogènes est pour nous une tâche d'importance primordiale à cette époque de préparation révolutionnaire. Un camarade français, Frossard, a dit un jour : « Le Parti, c'est la grande amitié. » Cette formule a été, depuis lors, souvent répétée. En effet, l'on ne saurait nier que ce soit là une formule des plus attrayantes et que, dans un certain sens, chacun de nous est prêt à prendre à son compte. Mais il ne faut jamais oublier que le parti ne naît pas comme une grande amitié, mais se transforme en une grande amitié au moyen d'une forte lutte extérieure et, s'il est nécessaire, intérieure, au moyen d'une épuration de ses rangs, au moyen d'une sélection minutieuse et, s'il le faut, impitoyable des meilleurs éléments ouvriers dévoués sans réserve à la cause de la révolution. En d'autres termes, avant d'être une grande amitié le Parti doit passer par une grande sélection. (Applaudissements prolongés).

Léon Trotsky